



Magouilles et corruption des élites – Partie 3: Recyclage des nazis et collabos dans les nouvelles structures

Après avoir vu comment les Nazis ont été aidés par la finance et l'industrie des pays de l'Ouest, et comment on a soigneusement évité de réprimer les Nazis et collabos après la guerre, nous allons voir comment ces Nazis et Collabos ont été recyclés dans les nouvelles structures de l'Etat d'après-guerre.



[Lire la 1ère partie – la 2ème partie](#)

Aujourd'hui, voyons à quel point la mainmise des Etats-Unis a été importante dans tous les domaines de la vie française, de la politique à l'économie, en passant par l'enseignement supérieur, les syndicats, la culture, la justice, et bien sûr les services de renseignement.



Cette partie 3 sur le recyclage des Nazis et Collabos dans les nouvelles structures sera donc composée de plusieurs chapitres:

Les services secrets

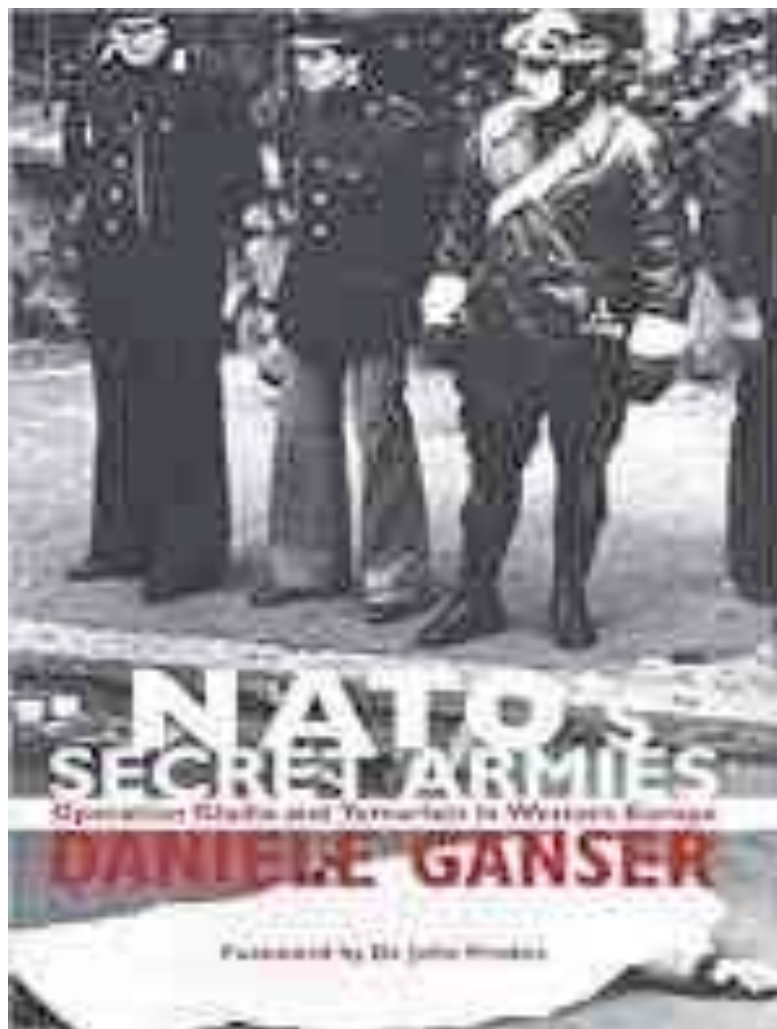
La banque et l'industrie

La politique et les syndicats

L'enseignement supérieur

Les médias et la culture

La justice





Nous avons vu précédemment que la Libération de 1944-45 n'a pas été synonyme de victoire des démocrates sur les Nazis ou les fascistes.

Maintenant on va aborder le système qui a été mis en place après la guerre par les Etats-Unis, en Europe.

On peut parler de système car la chose a été mise en place méthodiquement. Le but dudit système était de conserver la mainmise économique, politique et militaire sur l'Europe de l'Ouest, afin :

De limiter l'expansion de l'URSS, dans un contexte où le communisme, et les idées marxistes, avaient pas mal de sympathisants en Europe et donc une certaine portée.

S'assurer un marché ouvert et favorable pour les marchandises et les investissements US.

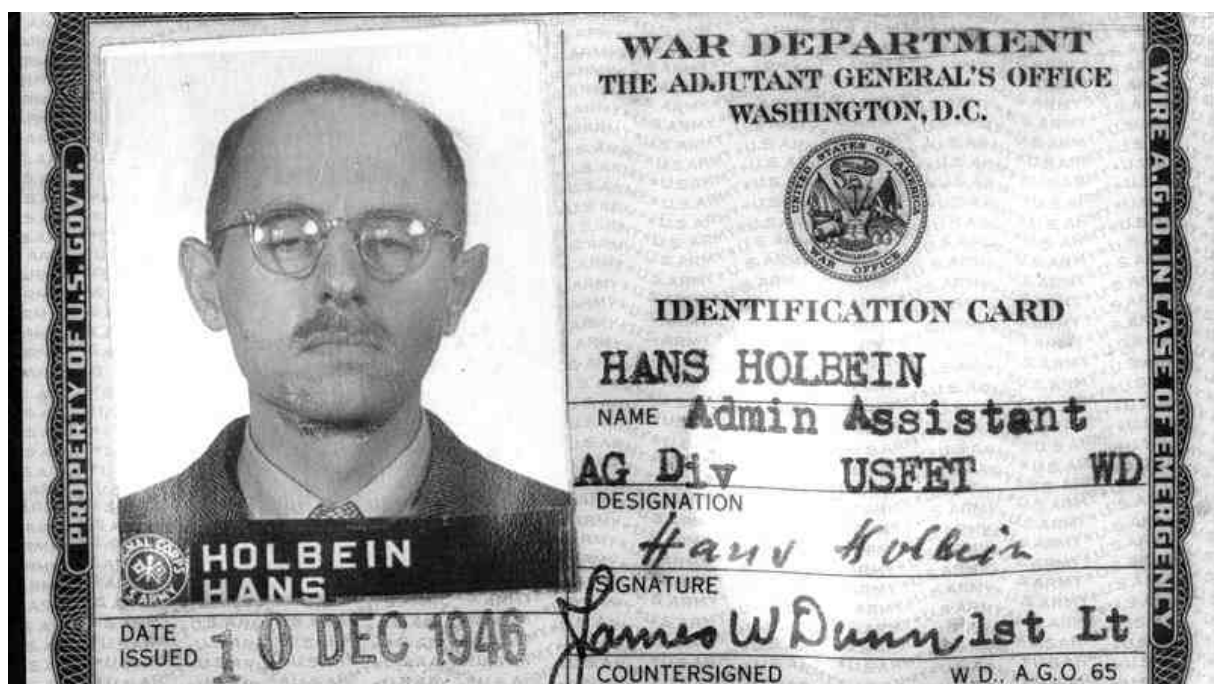
Pour cela, les Américains ont agi sur différents plans : ils ont modelé les services secrets d'Europe occidentale, laissé les fascistes diriger la banque et l'industrie, éliminé toute opposition sérieuse de la politique et des syndicats, mais aussi du monde universitaire et de la culture, et surtout misé sur la création de l'Europe.

Pour y parvenir, certaines factions des services de renseignement et de l'armée, de nombreux lobbys sous différentes formes, mais aussi des structures plus informelles comme la franc-maçonnerie ou l'Opus Dei, ont été mobilisées. Tout ce milieu constituant finalement une sorte de « 5e colonne » nazie ou fasciste.

C'est ce que nous allons voir dans les prochains chapitres.

Les services secrets

1. En Allemagne





Prenons pour commencer l'exemple des services de renseignements allemands, le BND (en Allemand Bundesnachrichtendienst). Le BND a été mis en place en 1956 par la CIA, et était directement rattaché au département de la Défense des Etats-Unis, sans que cela ne dérange personne, et surtout pas le chancelier Adenauer [1].

Les Américains ont choisi comme dirigeants pour le BND une série d'individus qui étaient encore des Nazis quelques années plus tôt. Le tout premier « président » du BND, de 1956 à 1968, était d'ailleurs l'ancien officier des renseignements de l'armée allemande Reinhard Gehlen [2], qui avait largement contribué à façonner ledit BND.

C'est une organisation militaire appelée l' « organisation Gehlen », mise en place dès 1946 par les Américains –et qui était considérée en Allemagne comme une « institution privée germano-américaine », qui a servi de modèle et de structure de base au BND. Reinhard Gehlen a donc principalement recruté dans ses services, d'abord dans l'organisation Gehlen puis dans le BND, d'anciens SS, d'anciens gestapistes, et d'anciens membres de l'Abwehr, le contre-espionnage Nazi. Un autre Nazi, Herman Baun, a contribué à mettre en place le BND, qui a donc été créé comme une sorte de revival de l'Abwehr, pour lutter contre le communisme. Il a été décidé par les US que l'organisation Gehlen serait l'embryon du BND, et serait transférée plus tard sous la responsabilité officielle du gouvernement ouest-allemand.



L'objectif affiché était d'obtenir des renseignements sur l'URSS, mais en réalité le BND collectait aussi des informations sur les politiciens allemands. Les agents du BND, Gehlen en tête, faisaient des dossiers par exemple sur le leader socialiste Willy Brandt [3] devenu chancelier, que le BND transmettait aussitôt à la CIA. Grâce à ces éléments, le BND de Gehlen a monté des coups médiatiques pour décrédibiliser Willy Brandt lorsqu'il était candidat contre Adenauer et évoquait une « détente » avec l'URSS, en diffusant des histoires de fesses et des histoires sur un rôle qu'il aurait eu pendant la guerre civile espagnole.



On a appris en 2017 seulement[4] que Gehlen avait aussi placé un agent dans la direction du parti socialiste, le SPD : le directeur de la politique de l'information du SPD Fried Wesemann qu'il avait recruté dès le début des années 50. En fait, des centaines de personnes ont été espionnées par le BDN de Gehlen, parmi lesquelles des politiques, des universitaires, des journalistes, des militaires. Même le Vatican a été espionné.

L'organisation Ghelen avait recruté un certain Hans Globke, chef de cabinet d'Adenauer dans les années 50, ce qui en faisait l'un des plus proches conseillers du chancelier. Dès 1933, Globke, haut fonctionnaire au ministère de la Justice, avait été actif dans les réformes imposées par le NSDAP, le parti nazi, notamment les lois raciales et le « code Juif ». Un ancien officier de la Wehrmacht, Max Merten, a aussi affirmé que Globke était avec Adolf Eichmann responsable de la déportation d'environ 20.000 Juifs depuis Thessalonique en Grèce [5]. C'est ce genre de choses qui interdisait à Globke de mener une vraie carrière politique. Mais lui aussi, comme les vichystes en France, a réussi à laisser croire qu'il serait devenu une sorte d'opposant à Hitler.

Dès 1949, les US ont également poussé Gehlen à prendre contact avec les services secrets français de l'époque, le SDECE, ainsi qu'avec les services italiens et espagnols (alors que Franco était au pouvoir), afin bien sûr de mener « un front uni contre le communisme ».

HAARETZ Israel News All sections Israel Election Poll Gantz Nefanyahu - annexation Pa

Home > World News > Europe

The Strange Case of a Nazi Who Became an Israeli Hitman

Otto Skorzeny, one of the Mossad's most valuable assets, was a former lieutenant colonel in Nazi Germany's Waffen-SS and one of Adolf Hitler's favorites.

The Forward and Dan Raviv And Yossi Melman | Mar 27, 2016 2:54 PM

761 Tweet 5 Zen Subscribe now



Otto Skorzeny Credit: Wikimedia Commons / Kurt Alber

- The mysterious origin of the word 'ghetto'
- The Sting: How Israeli police get Jewish terror suspects to confess
- ISIS flourishes in failed states: Syria, Iraq, Libya and now Belgium
- Mossad files on hunt for Nazi criminals must be opened



En 1953, Gehlen a envoyé son vieil ami le SS Otto Skorzeny en Egypte pour qu'il y conseille le général Naguib sur le plan militaire. Selon la CIA, Skorzeny a organisé en Egypte la formation de commandos militaires, et a également essayé de vendre des armes à Naguib. En tout cas, avec une équipe d'anciens nazis, Skorzeny a formé les policiers et militaires égyptiens [6]. Plusieurs scientifiques nazis se trouvent alors en Egypte dans le cadre d'un programme militaire secret, et à ce moment (en 1960) le Mossad décide de recruter Skorzeny, car il était en contact avec ces scientifiques qui représentaient une menace pour Israël.

Les liens entre les réseaux Gehlen et les Etats-Unis étaient très étroits et cela, depuis le départ. Ainsi, en août 1945, Gehlen et plusieurs de ses hommes s'étaient rendus à Washington pour organiser la suite des événements. Entre 1945 et 1953, les Etats-Unis ont donné 25 millions de dollars à l'organisation Gehlen, et ils ont fourni au BND des formations, de l'équipement et des renseignements. De grands débats ont eu lieu sur le « transfert » de l'organisation Gehlen à l'Etat fédéral allemand, tout en restant bien-sûr entièrement dans le giron US. Par la suite, Gehlen n'a jamais accepté un quelconque contrôle politique du BND.

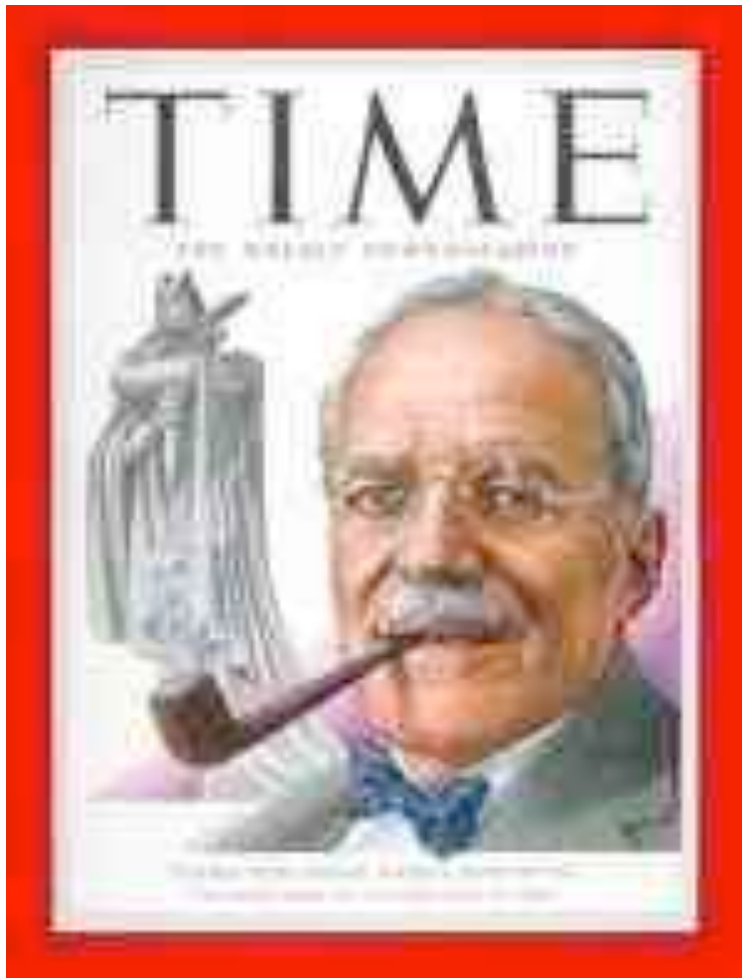
En 1951, le Bundestag avait voté une loi préservant la sécurité nationale et donc certains secrets d'Etat. Mais les Alliés, à travers le Haut-Commissariat, ont fait passer une loi pour la modifier et permettre la « fourniture d'informations de toute nature » aux Etats-Unis, ainsi que le maintien des relations avec les pays qui occupaient encore l'Allemagne de l'Ouest à l'époque (USA, France, Angleterre).

In June 1952, Chancellor Adenauer gave his personal assurances to CIA representatives that the Gehlen Organization would be taken over by the West German Government. Adenauer has designated his lieutenant and the Organization's most influential sponsor, Dr. Hans Globke, Internal Affairs Chief in the Federal Chancellery, to handle its transfer and integration into the Government following ratification of the Contractuals. Adenauer has officially briefed Theodor Blank, future Defense Minister, and Finance Minister Fritz Schaeffer on his plans to subordinate the Organization to the Federal Chancellery. He has deferred briefing other members of the Cabinet and the Bundestag Committee pending ratification.

Les Nazis se sont tellement bien réintroduits dans les structures institutionnelles de l'Etat d'après-guerre, qu'en 1951 on comptait déjà 376 groupes d'anciens SS, fédérés et dirigés par un SS, qui revendiquaient clairement une idéologie néo nazie [7]. Très vite, de nombreuses organisations d'extrême droite proche de l'armée fleurissent à leur tour et en 1964 un parti nazi, fidèle aux délires du 3e Reich, réapparaît.



« Au début des années 50, la police et la justice, les services de renseignements et les ministères, grouillèrent d'anciens nationaux-socialistes qui avaient retourné leur veste. En 1951, 30.000 anciens fonctionnaires et anciens soldats professionnels d'avant 1945 furent réintégrés », écrit le politologue Jean-Paul Picaper dans « Ces nazis qui ont échappé à la corde » (p.443), « Leur réhabilitation rassura de nombreux fugitifs nazis, qui revinrent en Allemagne, excepté ceux qui avaient participé aux génocides et à la Shoah, non couverts par les lois d'amnistie. Des enquêtes judiciaires furent suspendues, sinon oubliées. Peu à peu, la plupart des dossiers passèrent sous la pile ».



Qui était derrière ces manœuvres visant à créer un BND qui ne serait jamais qu'une succursale locale de la CIA ? L'OSS-CIA en général, mais surtout à l'origine de la création de l'organisation Gehlen, il y avait Allen Dulles, avocat d'affaires qui était le représentant de Wall Street et le patron de l'Office of Strategic Studies, la future CIA. Dulles était très actif en Europe pendant la guerre, notamment en Suisse. Son frère John Foster Dulles, également ex avocat de Wall Street [8], était quant à lui devenu secrétaire d'Etat.

Avec le réseau Gehlen, les US ont pu se livrer par exemple au trafic d'armes, notamment vers le Maghreb et le Moyen-Orient. Reinhard Gehlen a régné sur le BND jusqu'à sa retraite en 1968. Même la fille d'Hitler, surnommée « la princesse du nazisme », une négationniste pure et dure, a travaillé au BND dans les années 60.



Neue Studie zum BKA

Versorgungsanstalt für Ex-Nazis

SS-Größen in der Führungsetage, Kriegsverbrecher als Ermittler: Das Bundeskriminalamt war jahrzehntelang durchsetzt von Ex-Nazis, blieb deshalb viel zu lange auf dem rechten Auge blind. Eine neue Studie deckt auf, wie die braunen Seilschaften funktionierten.



Von Jan Friedmann



Fotos

Citons encore Paul Dickopf, dont on a déjà un peu parlé, qui a été membre du parti Nazi, puis sous-lieutenant appartenant aux services secrets de la SS, puis agent de l'OSS et de la CIA dès 1945[9], chef de la police criminelle allemande, le BKA, en 1965, et même patron d'Interpol, la police « européenne », en 1970. On a appris aussi suite à la déclassification d'archives de la CIA, que l'agence d'espionnage US a rémunéré Dickopf de 1965 à 1971, durant sa présidence du BKA, et qu'il officiait en tant qu' « agent unilatéral » de l'agence.

Dickopf, qui était accessoirement un grand ami du banquier d'extrême droite Suisse François Genoud (financier de divers mouvements nationalistes arabes) n'était apparemment pas le seul: « on sait depuis un rapport de 2011 que 33 de ses 47 cadres dirigeants de l'après-guerre étaient d'anciens SS », précisait un article Allemand de 2015. Ambiance.



« Au Ministère des affaires étrangères où, à la défaite, 573 cadres sur 706 sont d'anciens membres du NSDAP et 70, d'anciens membres de la SS, la « cellule de protection juridique » chargée de suivre les cas des prisonniers de guerre allemands emprisonnés à l'étranger fonctionne plutôt comme un « centre d'alerte ». Elle prévient les nazis en fuite, le « boucher de Lyon » Klaus Barbie par exemple, des actions lancées à leur encontre », ajoute l'article. On comprend mieux pourquoi si peu de Nazis et soutiens du Reich ont été condamnés (2% au grand maximum).

Officiellement tout cela est fini, mais il est parfaitement clair que le BND travaille toujours à la botte de la CIA. Ce n'est pas pour rien qu'en 2015, on a appris que le BND espionnait des entreprises agissant dans le domaine de la défense ainsi que de hauts fonctionnaires, des diplomates et des politiques français (notamment l'Elysée) et européens, et refilait les informations à la NSA, soi-disant à l'insu du gouvernement allemand.

Le scandale de la NSA qui a éclaté en 2015, a montré l'espionnage massif de l'Europe, aussi bien des dirigeants politiques européens que du secteur industriel (EADS, Eurocopter), par les US. Il a révélé que le BND espionne aussi les voisins européens, pour le compte de la NSA [10]. Au XXI^e siècle, le BND n'est donc ni indépendant des services US, ni placé sous aucun contrôle ne serait-ce que vaguement démocratique.



2. En France



La fin de la guerre a été une période d'intenses tractations entre les Américains et les différents pays « alliés », passés sous domination économique, politique, mais aussi militaire des US. Si l'OTAN s'est installé à Paris à sa création en 1949, c'est parce que le terrain était propice à diverses manœuvres menées par le biais de la France. Par exemple, au niveau de la dissémination de manière discrète de l'arme nucléaire à travers le monde [11]. La France servait ainsi de « rempart nucléaire » contre l'URSS, tout en développant ses capacités militaires et en vendant à des pays « amis » même si en façade on les critiquait et les Etats-Unis n'étaient pas d'accord. En parallèle, toute une propagande pro-nucléaire s'est mise en place [12].

Il est aussi vrai que les français ont su agiter l'épouvantail soviétique dans les années d'après-guerre pour obtenir des financements US, notamment dans le domaine militaire. Evidemment, cela ne s'est pas fait sans contreparties.

Des fascistes pour lutter contre les communistes

En France, comme en Allemagne, dès la fin de la guerre, les US et les anglais ont organisé la mise en place des services de renseignements, dans une optique fermement anti-communiste. Cela peut sembler énorme car on évite de nous l'apprendre à l'école, mais aujourd'hui tout cela est très bien documenté.



L'armée et les services de renseignements des Etats-Unis se sont trouvés à la manœuvre, avec les services anglais, derrière la création des services de renseignements de plusieurs pays européens, dont la France. Les premières troupes qui ont constitué ces « nouveaux » services de renseignement d'après-guerre étaient pour la plupart très orientées à droite, et il n'était pas rare que d'anciens collabos et fascistes soient considérés comme des recrues de premier choix.

Par ailleurs, grâce à ces effectifs dont beaucoup étaient prompts à mener des opérations clandestines, les services américains et anglais ont pu organiser sur le territoire un certain nombre d'opérations « anticommunistes » dont toutes n'ont probablement pas encore été révélées par les archives.

Il y a par exemple, juste après la guerre, un coup monté en 1946-1947 appelé le « plan bleu » dont l'objectif était d'empêcher la montée politique des communistes, qui venaient même d'entrer au gouvernement (ils en ont rapidement été virés sur injonction des US, mais cet épisode a fait très peur à l'establishment). Toutefois, ce plan a été rapidement exposé et a donc échoué. Un autre plan d'armée secrète anti-communiste a très vite été mis sur les rails, à travers l'opération « Rose des Vents » lancée fin 1947. En fait, comme on va le voir au fil de cet article, ces manigances n'ont jamais vraiment cessé.



Dans les manœuvres de préparation dudit « Plan Bleu », « eurent compromis des officiers supérieurs de l'armée et de la gendarmerie ainsi que des hauts fonctionnaires », [selon Jean Chatain dans « Les affaires de M. Le Pen »](#).



Chef de la Milice à Lyon, « Paul Touvier était une crapule sans morale »

Parmi ces gens, [il y avait le milicien Paul Touvier](#) qui a miraculeusement [13] échappé aux autorités pendant près de 50 ans alors qu'il était en principe recherché pour Collaboration. Le chef de Touvier [dans la milice de Vichy, créée par Joseph Darnand](#), avait fui comme lui via les monastères. C'était un ancien cagoulard et membre de l'Action Française qui s'appelait Jean Degans [14]. Des militaires SAS britanniques étaient derrière l'opération, puisqu'ils avaient mis les protagonistes du complot en contact et en action, c'est-à-dire qu'ils avaient carrément organisé des groupes armés pour lutter contre une hypothétique invasion de l'URSS, mais aussi réagir « en cas d'occupation et de grève dans les usines », a raconté l'une des recrues de l'opération. Il s'agissait aussi de préparer un coup d'Etat, prévu pour août 1947[15].



Il y a bien eu quelques arrestations dans cette histoire, mais tout le monde a été rapidement libéré. Puis les communistes ont mené l'enquête, et observé des parachutages de caisses, de nuit, dans l'est de la France. Dans les caisses, il y avait des armes, et deux inculpés « révéleront le nom des industriels locaux qui finançaient l'opération, ainsi que les camps d'entraînement de cette 'armée' cosmopolite comprenant des SS évadés, des anciens camelots du Roy des années trente, des émules de Pétain et quelques gaullistes du RPF », rapporte Jean Chatain.

La petite bande Darnand- Degans – Filliol (qui a été condamné quatre fois à la peine de mort à la Libération, a fui et est devenu le dirigeant de la branche espagnole de l'Oréal), leaders de la milice sous Vichy, avait été à l'origine en septembre 1944, avec quelques allemands, de la création en France d'un groupuscule appelé « l'Organisation Technique ».

L'objectif de ce groupe monté juste après la Libération était, selon un document de la CIA, de recruter d'anciens miliciens afin de mener des opérations de sabotage et d'espionnage sur le territoire français pour le compte de Darnand et des Allemands [16]. Degans et Filliol dirigeaient ce groupuscule, et rapportaient aux Allemands ainsi qu'à Darnand qui, tout en



dirigeant la Milice sous Vichy, « a été pendant un temps le chef de l'organisation qui gérait la totalité du marché noir dans le Sud de la France » selon les renseignements US.

Ladite « Organisation technique » était basée en Allemagne près de Siegmaringen et disposait de trois centres techniques. Selon Ralph Ganis dans « The Skorzeny Papers », l'Organisation technique était placée en Allemagne sous le commandement d'Otto Skorzeny. Elle avait aussi un but « anti-communiste », en exploitant les relations entre anciens cagouleurs, qu'ils soient sous les ordres de l'Allemagne, de la Résistance ou dans l'armée française.

Soixante-quatre accusés

(dont plusieurs sont en fuite)

Quatre cents témoins

au procès de "la Cagoule"

qui s'ouvre aujourd'hui
devant les Assises de la Seine

par Pierre SCIZE

UN grand procès ? Un long procès ? Tous les records de l'instruction judiciaire sont battus, certains faits retenus par l'acte d'accusation remontant à 1937. Onze années, dont il faut défalquer quatre ans d'occupation, pendant lesquelles les accusés jouirent de la liberté et entretenirent les meilleurs rapports avec les maîtres du jour.

Qu'est-ce donc au juste que ces « cagouleurs » au surnom destiné à frapper l'imagination populaire ? On imagine des conseils secrets sous des arceaux gothiques avec manteaux couleur muraille, sabots, cires ardentes, poignards empoisonnés, serments exécrationnels, salles des supplices et autres accessoires réjouissants. Inutile de dire que tout cela n'est que billevesées et roman-feuilleton.

La réalité, privée de toute autre couleur, a cependant de quoi exciter l'intérêt des amateurs de romans d'aventures. Il s'agit, en réalité, d'une « bande » comme celles dont Jules Rimaulu nous a montré la naissance et comme il en naquit beaucoup en Europe depuis trente ans. Bandes révolutionnaires pour qui tous les moyens sont bons

avenu-nous, en ceci comme en beaucoup d'autres choses, précédé de quelques lustres les autres nations dans la voie des aventures dictatoriales et ces expériences nous ont-elles donné un terrible dégoût de la chose ? Cette façon de nous montrer des précurseurs ne serait pas pour déplaire au Français moyen.

Les « cagouleurs » ? Ce sont, pour la plupart, des hommes qui, las de marquer le pas à la manière des figurants d'opéra, derrière des chefs de chœur comme Maurras et coadjuteurs, las de chanter : « Courons ! Oui, courons ! » sans bouger de place, voulurent dépasser leurs chefs et prouver le mouvement en marchant. De la théorie ils voulaient passer à la pratique. Ils accu-



Cet effort discret à la fin de la guerre pour intégrer l'ancienne Cagoule en un groupe anticommuniste commun et au cœur des contacts des renseignements français avec Skorzeny« , écrit Ralph Ganis au sujet de ce groupe paramilitaire. L' « Organisation technique » était « placée sous la haute autorité de Bickler [17] et Skorzeny et dirigée par Filiol (alias Denis).

Elle dépend de Degans, chef des renseignements de la Milice, ex directeur des renseignements généraux de la Sûreté Nationale.

Ses objectifs sont de former des agents capables d'aller dans les territoires occupés par les Alliés pour y recueillir des renseignements d'ordre militaire, politique, économique (branche OTI) , exécuter des destructions, des sabotages, et créer un climat d'agitation révolutionnaire (OT2), établir des liaisons radio (OT3)« , et les recrues étaient des miliciens qui avaient fui en Allemagne à la fin de la guerre, résume Jean-Marc Berlière dans « Liaisons dangereuses : Miliciens, truands, résistants, Paris 1944" .

Dans les années d'après-guerre, les US se sont aussi occupés d'éjecter les gens un peu trop à gauche à leur goût de toute l'administration, et de réorganiser la police qui a été rapidement (dès 1947) vidée des communistes et autres gauchistes, renseignements généraux compris.

Un dénommé Jean Dides [18], sorte d'agent double qui collaborait avec l'Office of Strategic Studies (OSS)[19] américain pendant la guerre alors qu'il travaillait déjà pour les Renseignements Généraux (RG) français de Vichy, a été placé en 1948 à la tête d'une nouvelle police secrète anticommuniste.

Cette police parallèle, qui disposait de listes de communistes réalisées pendant et après la guerre, était sous la responsabilité du ministère de l'Intérieur tenu par Jules Moch.

Ce réseau de policiers anticommunistes constitué par Jean Dides était une sorte de filiale du « service d'ordre du RPF », avec lequel les US collaboraient déjà.



Selon Patrice Hernu, dans son livre « [Affaire Hernu : histoire d'une calomnie](#) », « Le réseau Dides était en fait un service officiel de la préfecture de police de Paris, créé sur les instructions du ministère de l'Intérieur. Ce service comprenait dix inspecteurs de police placés sous les ordres d'un commissaire adjoint et de Jean Dides (qui deviendra le directeur de cabinet du préfet Jean Baylot) ».



Son réseau qui était à l'origine censé traquer les communistes fliquait en fait un peu tout le monde, car Dides avait tendance à voir des communistes partout. Il est vrai que quand on a un fonds de commerce qui est la lutte anti-communiste, il vaut mieux que règne la crainte d'une cinquième colonne communiste. Crainte savamment entretenue par ceux qui avaient vu là un créneau porteur, que ce soit par idéologie ou par paranoïa.

Syndicaliste et membre de la SFIO dans les années 20, Jean Baylot entretenait depuis longtemps des réseaux anticommunistes via la franc-maçonnerie, qu'il avait rejointe à 24 ans au Grand Orient de France [20]. Patrice Hernu évoque une campagne de calomnie organisée au début des années 50, visant à faire passer son père, ministre de Mitterrand, pour un suppôt des soviétiques. Une campagne menée, explique-t-il, à l'aide des réseaux franc-maçons [21], et qui a culminé par un article dans L'Express en 1996.

L'un des bras droits de Jean Dides était un certain Alfred Delarue, dit « Monsieur Charles », « ancien membre des brigades spéciales[22] de Vichy, condamné au lendemain de la Libération à vingt ans de travaux forcés, Alfred Delarue, détenu au camp de Noë dans l'Ardèche, s'en évade en 1947. Les services américains le récupèrent. Il se retrouve aux Etats-Unis. Quand il en revient, il retrouve place dans la police, dans le « réseau » Dides, avec d'autres anciens collaborateurs membres avec lui d'une 'Amicale des épurés' », écrit [Jean-Marc Théolleyre dans « Les Néo-nazis »](#). On retrouve à la fin des années 50 [23] Delarue, ainsi que Baylot, [dans les réseaux de la Françafrique autour de Jacques Foccart](#).

Les officines anti-communistes





A côté de ses fonctions dans la nouvelle police secrète du ministre de l'Intérieur Jules Moch, Dides animait les meetings d'un groupuscule appelé « Paix et Liberté », mis en place dans le cadre de l'armée paramilitaire secrète que le général US William Donovan a organisée en Europe de l'Ouest dès 1947, en lien direct avec la CIA et grâce à un important financement de l'OTAN. Il a y a eu d'autres mouvements de ce nom dans d'autres pays sous la coupe des US, notamment en Italie. Jean Dides a mis une partie de ses amis flics révoqués après-guerre pour collaboration au service de Paix et Liberté. Le fidèle Delarue était lui aussi membre de Paix et liberté, conçu comme un pendant pro-américain du mouvement pour la paix proche de l'URSS.

Le mouvement Paix et Liberté est apparu en 1949 avec la bénédiction du ministre Jules Moch, un fervent anti-communiste qui avait violemment mis fin à diverses grèves, dont celle des mineurs en 1948, réprimée avec l'armée et dans le sang (5 morts officiellement). Le secrétaire de Paix et Liberté était un entrepreneur qui s'est enrichi pendant l'Occupation [24] et s'est lancé en politique en 1946, quand il est élu député, un dénommé Jean-Paul David. L'objectif affiché de ce groupuscule est de « combattre le communisme ».





En réalité il s'agissait surtout de mener des opérations « de guerre psychologique » à destination du grand public ou de neutralisation des opposants, grâce notamment à des commandos anti-ouvriers. Paix et Liberté bénéficiait de fonds de la CIA et du gouvernement français à l'époque Mendès-France. « Jean-Paul David disposait d'une douzaine de permanents payés sur fonds secrets, de relais dans les divers partis, d'une émission hebdomadaire puis bihebdomadaire sur les antennes de Paris-Inter et d'un bulletin hebdomadaire intitulé Défendre la vérité, dont la diffusion ne dépassait pas quelques milliers d'exemplaires mais dont les thèmes étaient repris dans une certaine presse » , [relatait le Monde Diplomatique en 1984](#).

[Frédéric Charpier écrit dans « Les RG et le parti communiste : Un combat sans merci dans la guerre froide »](#) que « Les membres de son réseau [à Jean Dides] se livraient à des attaques contre des militants communistes et des plasticages contre des permanences du parti » communiste, « Les équipes étaient constituées d'anciens miliciens, d'anciens parachutistes, d'anciens combattants de l'Indochine et de la Corée ». Jean Dides est très impliqué dans le comité paix et Liberté en France, dont il est l'un des animateurs principaux. Et il ne s'agit pas de réunions d'énergumènes marginaux : Frédéric Charpier écrit qu'aux réunions, il y avait des gens comme le directeur de la Sûreté nationale, le préfet de police, un représentant du Président du conseil, un autre du ministère des Affaires étrangères, parfois un représentant de l'OTAN, d'autres d'EDF ou de la SNCF.





En 1951, des comités Paix et Liberté ont été créés en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne de l'Ouest, au Vietnam, puis un peu plus tard en Grèce, Turquie, en Australie, en Suisse, en Angleterre. Et beaucoup d'argent frais est arrivé dans les caisses du mouvement.

Une époque à laquelle son dirigeant [Jean-Paul David s'est rendu plusieurs fois aux Etats-Unis](#), où il a rencontré Nixon ainsi que des dirigeants de mouvements anti-communistes, des patrons de presse ou encore des dirigeants de la CIA : « Les rencontres de David, tant avec les responsables de la CIA, Allen Dulles et Walter Bedell Smith, qu'avec ceux du Département d'État ou encore avec les membres de l'OCB (Operations Coordinating Board), structure coordonnant les efforts américains en matière de guerre psychologique, montre bien comment Paix et Liberté continuait de rester un élément clé de la stratégie anticommuniste américaine pour la France, tout comme l'était, dans une moindre mesure, Paix et Liberté pour l'Italie ; d'autant que l'administration Eisenhower accordait une importance croissante à la guerre psychologique. Mais, plutôt que de s'inscrire dans la politique américaine, Jean-Paul David cherchait, avec Bidault, à coordonner les efforts du monde libre en matière de propagande et de guerre psychologique au niveau de l'OTAN », analyse Bernard Ludwig dans un article sur « Le Comité européen et international Paix et Liberté ». Mais les US auraient refusé de transmettre la coordination de Paix et Liberté à l'OTAN (cela aurait été trop voyant et aurait terni l'image de l'OTAN).



Pour en revenir à Jean Dides, qui a été membre du RPF de Doriot de 1947 à 1953, il a également organisé le service d'ordre du parti pendant plusieurs années. Ce service d'ordre est progressivement muté en une espèce de milice gaulliste appelée le « Service d'Action Civique », le SAC. Qui n'avait rien de civique mais tout d'une milice discrète à la solde du



parti gaulliste. « Le réseau Dides » (qui à l'origine était le service d'ordre du RPF, qui lui-même deviendra la SAC) doit son nom au commissaire Jean Dides. « Le 'réseau Dides' qui était en contact avec l'ambassade des Etats-Unis par l'intermédiaire d'un diplomate nommé Lallier, avait pour cheville ouvrière André Barunès et Alfred Delarue», [déclarait le journaliste de l'Humanité Alain Guérin](#) à la commission d'enquête sur le SAC.

Le SAC a pu regrouper jusqu'à 16.000 hommes, tous de droite, et souvent très à droite. On y trouvait aussi quelques anciens résistants, eux-mêmes barbouzes et/ou truands, en gros le même profil que dans les rangs des milices vichystes et des renseignements d'après-guerre. Tout ce petit monde était rémunéré et disposait de fausses cartes de police, qui faisait office de laissez-passer. C'était bien pratique, comme on le verra, pour gérer les différents trafics qui servaient à alimenter les caisses du parti de droite. Quand Pasqua est viré du SAC en 1969, des groupes dissidents se multiplient, notamment dans le sud de la France.

Les financements du SAC ne provenaient pas que des braquages et des trafics tels que celui des armes ou de la drogue. Des [entreprises françaises versaient aussi au pot](#) (Crédit Lyonnais, Rhône-Poulenc qui avaient des capitaux publics, Dassault, Esso-Standard par exemple).

Les réseaux de barbouzes





Ces réseaux de barbouzes sont devenus une véritable institution parallèle en France, aux liens étroits aussi bien avec le banditisme qu'avec les milieux politiques de droite. En 1947, le président du Conseil (1er ministre) Paul Ramadier, qui éjecte les communistes du gouvernement, et son ministre des Affaires étrangères, commencent à négocier discrètement avec les Américains un accord qui met en place un plan appelé « Arc-en-Ciel », qui jetait les bases du réseau stay-behind français. Celui-ci était conçu avec deux branches, l'une civile, l'autre militaire.

En conséquence, Ramadier a ordonné au SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage), les premiers services de renseignements de l'après-guerre, de mettre en place une armée secrète anti-communiste qui devait traquer et combattre les opposants jugés potentiellement subversifs et mener diverses opérations clandestines en cas de présence soviétique sur le territoire.

Les bases du renseignement français sont alors jetées avec ces gens, aux idées anti-communistes, voire carrément fascistes. Même si juste après la guerre, un certain nombre de communistes étaient encore présents dans les milieux du renseignement en raison de leur forte présence dans la Résistance.



La première forme d'armée secrète a été montée dans le cadre d'une opération appelée le « Plan Bleu », qui échoué après avoir été rapidement éventée en 1947. Une nouvelle tentative a rapidement été mise en œuvre : c'était l'opération dite « Rose des vents », destinée à mettre en place une armée anticomuniste secrète. Là encore, les recrues issues de l'extrême droite et de la Collaboration étaient semble-t-il des recrues de premier choix.



François de Grossouvre, le fidèle bras droit de Mitterrand, ex milicien d'extrême droite [25] avant la deuxième guerre, vichyste et collabo pendant la guerre avant de devenir résistant, a été l'un des **dirigeants de cette armée « Rose des vents »** à partir de 1950 dans la région lyonnaise [26].

Grossouvre, chevalier de l'Ordre de Malte dont il était ambassadeur au Maroc, était aussi un industriel qui avait une licence exclusive avec Coca-Cola [27] depuis les années 50, et des contacts avec les représentants de cette entreprise, dont certains étaient aussi des membres de la CIA. A cette époque, Grossouvre est aussi correspondant du SDECE dans la région lyonnaise **et chargé de mettre en place des cellules stay-behind** dans la région [28]. Il a aussi été patron de presse (actionnaire principal de La Montagne et le Journal du Centre dans les années 70), tant qu'à faire. Selon **un câble de l'ambassade des Etats-Unis** à Paris destiné à Washington datant de février 1984, Grossouvre « a connu, conseillé (et financé) Mitterrand pendant plus de vingt ans et ils sont considérés comme de bons amis ». L'armée « Rose des vents » a cependant assez vite été supplantée par le SAC.





En parallèle, les groupuscules d'extrême droite commencent à émerger. Le premier parti d'extrême droite d'après-guerre, de tendance franchement fasciste, arrive en 1950 : l'Union des nationaux indépendants et républicains (UNIR), qui regroupait de nombreux vichystes, parmi lesquels Jean Dides, élu sous cette bannière comme conseiller municipal puis député à Paris. La principale revendication de cette « Union des nationaux indépendants et républicains » était d'obtenir la révision du procès de Pétain et tous les collabos condamnés. Un mouvement néo-fasciste est aussi créé à la même époque, Jeune Nation. Son fondateur, Tixier-Vignancour, a encore créé en 1954 le Rassemblement National Français, toujours à l'extrême droite.

Pendant la guerre d'Algérie, de nombreux membres du SDECE étaient contre l'indépendance, et le sont restés, se positionnant alors contre De Gaulle. L'Opération Résurrection, qui a mené à la chute de la IV^e République en 1958, destinée à [imposer De Gaulle via un coup d'Etat militaire](#) et la prise des lieux de pouvoir parisiens, est une manifestation de cette mouvance. Qui, certes, fut bien aidée par l'OTAN et les US, pour bloquer la gauche.



Il y a eu une nouvelle tentative de coup d'Etat en 1961, par des généraux d'extrême droite refusant l'indépendance de l'Algérie [29], eux aussi soutenus par les US. L'Organisation Armée Secrète (OAS), fondée pour l'occasion, était derrière cette entreprise, et des agents des réseaux behind y ont participé activement.



L'un des généraux putschistes, le général Challe, était quelque temps auparavant le commandant en chef des Forces Alliées en Europe Centrale, ce qui implique forcément des liens avec l'OTAN et les réseaux stay-behind. En 1961, on lisait dans L'Express que « Les plus hauts personnages de l'État français l'admettent volontiers en privé : la CIA a joué un rôle direct dans le coup d'État d'Alger, et elle est certainement pour beaucoup dans la décision du général Challe de déclencher ce putsch ». Dix jours avant la tentative de coup d'Etat, plusieurs militaires putschistes se sont rendus à Madrid pour une réunion avec des membres de services de renseignements européens et la CIA. Apparemment, les US ont promis que s'ils parvenaient à prendre le pouvoir, Washington reconnaîtrait le nouveau gouvernement dans les 48 h.



Aujourd'hui, certains disent que la CIA a aidé les généraux contre l'avis de la Maison Blanche. En tout cas, dès le lendemain du putsch, un journal italien affirme que Allen Dulles et la CIA ont soutenu ce coup, information qui venait directement de l'Elysée, où l'on est convaincu que les américains ont incité Challe à mener ledit putsch, qu'ils ont suivi quasiment en direct. Et en effet, les US haïssaient De Gaulle, qui le leur rendait bien. Le lendemain du putsch, il a pris les pleins pouvoirs et entamé la répression des dissidents, qui ont entamé une guerre clandestine en Algérie.



L'OAS a terrorisé les indépendantistes algériens jusque sur le sol français, et s'est implantée en métropole. Jean Dides a rejoint la branche française, l'OAS-Métropole, et une autre branche s'est installée à Madrid, dans l'Espagne franquiste. La CIA a continué à soutenir cette OAS qui était une pure organisation terroriste, à travers notamment l' « American Committee for France and Algeria », un organe de propagande américain réclamant l'Algérie française.

L'OAS était un ramassis de tout ce que la fachosphère pouvait comprendre à l'époque : vichystes, fascistes, royalistes, maurrassiens, intégristes chrétiens, poujadistes... qui ont massacré et torturé à tour de bras, commis des dizaines d'attentats en Algérie et en France.

En face, De Gaulle a utilisé le SDECE, avec lequel la CIA était aussi en contact. Un groupuscule lié au SDECE, la Main Rouge, a été créé pour mener des actions terroristes contre l'OAS et contre le FLN algérien. La Main Rouge visait aussi à procurer une couverture médiatique pour les actions menées en France et à l'étranger. Le SAC, notamment un de ses leaders le truand lyonnais Jean Augé [30] avec ses équipes, a été aussi utilisé pour lutter contre l'OAS, de même que le clan des Guerrini à Marseille [31].



Patricia Tourancheau [expliquait dans Libération le 18 juillet 2001](#) que : « Afin d'accréditer l'idée d'une organisation indépendante «contre-terroriste», les cerveaux du Sdece fabriquent des communiqués de revendication et des interviews de prétendus «membres actifs» de la «Main rouge». Selon le commandant Muelle, «ces conférences de presse étaient montées par l'échelon de commandement du Sdece», le général Grossin. Et d'«honorables correspondants» relaient ces boniments auprès des journalistes. Dans le Daily Mail



britannique puis le Spiegel allemand, Christian Durieux, jeune Corse et prof de maths, téléguidé par le Sdece, se plaint même d'un manque de reconnaissance de son organisation la «Main rouge» par les autorités - «aucun officiel français n'a osé admettre notre existence»- et se vante de ses «exploits contre-terroristes» qui ont «mis fin à l'activité de certains trafiquants d'armes». Le Sdece pousse l'intox jusqu'à publier en 1960 un livre intitulé la Main rouge aux éditions Nord-Sud, montées pour l'occasion par «l'honorable correspondant» Jacques Latour » .



En réalité, la Main Rouge a bien existé. Ses éminences grises étaient des gens sympathiques comme le préfet de police Jean Baylot, l'ex commissaire Jean Dides, ou le colonel et député Pierre Battesti. Le groupe était financé depuis 1958 par « une subvention mensuelle d'un million d'anciens francs de Michel Debré, prélevés sur les fonds secrets », rappelle Jean-Pierre Bat dans « [La fabrique des barbouzes : Histoire des réseaux Foccart en Afrique](#) ». En 2017, des documents déclassifiés montrent que des [assassinats ciblés ont été réalisés par la Main Rouge](#), sous l'autorité du ministre de l'Intérieur Michel Debré, et avec l'aide des services d'Allemagne de l'Ouest.

L'un des dirigeants de la Main Rouge était le colonel [André-Marcel Mercier](#), basé à Berne depuis 1952, où il occupait officiellement un poste d'attaché commercial à l'ambassade de France. Selon le livre collectif « Histoire secrète de la Ve République », c'est Mercier qui a recruté une bonne partie des assassins qui ont réalisé les assassinats ciblés d'opposants à l'Algérie française et de leurs soutiens ou encore de militants politiques camerounais, assassinats revendiqués par la Main Rouge.



Le tout à partir de la Suisse, ce qui a causé un mini scandale en raison de la contradiction avec la pseudo « neutralité » affichée chez les Helvètes. Et ces meurtres ciblés ont été totalement autorisés dès la fin 1956 par un premier ministre socialiste, Guy Mollet. Derrière la Main Rouge, on retrouve le SDECE, et des dirigeants du 11 Choc, le bataillon chargé de l'« information », dont des éléments ont contribué aux actions secrètes de la Main Rouge. Jacques Foccart, ce très proche de De Gaulle et homme de la Françafrique, était d'ailleurs un réserviste du service action du 11e Choc. Fin 1960, le SDECE a mis fin aux activités de la Main Rouge, [dont les membres ont rejoint l'OAS](#).

En 1955, [une cellule du SDECE appelée le « Brain Trust Action »](#), directement liée aux réseaux stay-behind, a été chargée de former les types qui devaient organiser les différents coups tordus, notamment les assassinats ciblés. Certaines formations étaient assurées à Fort Bragg, le quartier général de la CIA aux Etats-Unis. Cette cellule a ensuite installé ses pions anticommunistes et pro américains dans des groupes plus ou moins ésotériques [32], obéissant souvent à diverses branches de l'OTAN (aux acronymes incompréhensibles comme CCUO, CPC, ACC, ou directement le SHAPE, qui est le commandement de l'OTAN).



Histoire

1 min de lecture

17 octobre 1961, une manifestation pacifique d'Algériens devient "ratonnade"

Le 17 octobre, des milliers d'Algériens sortis manifester pacifiquement contre les mesures du préfet Maurice Papon sont chargés par la police qui fait près de 200 morts.



Des manifestants algériens arrêtés par la police le 17 octobre 1961
Crédit : STF / AFP

Le 17 octobre 1961, ce sont des policiers français qui ont organisé la répression sanglante d'une manifestation pacifique de 40.000 algériens contre le couvre-feu qui leur était imposé en région parisienne depuis le 5 octobre, en raison disaient les autorités des troubles en Algérie.

Cette manif était organisée par le FLN, et [a viré en ratonnade géante, avec de nombreux morts](#) : plus de 200 morts d'après l'ancien conseiller à la sécurité de De Gaulle, Constantin Melnik. Certains victimes, repêchées pendant plusieurs semaines dans la Seine, ont été tuées par balles. [Ce sont des policiers, aux ordres du préfet de police de la Seine le Nazi Maurice Papon](#), qui ont organisé les agressions systématiques des manifestants, dès la sortie des bus. Si l'histoire officielle française cherche à occulter cette sombre affaire, [certains ont parlé de « massacre »](#), un terme avalisé par la justice.



Papon ne s'est pas retrouvé là par hasard : c'est parce qu'il n'avait aucun scrupule dans la répression, comme il l'avait si bien montré durant la guerre, **que De Gaulle l'a fait mettre au poste de préfet de la Seine.**

Un article de [L'Humanité du 17 octobre 1961](#) explique : « La nomination de Maurice Papon – dont le passé de haut fonctionnaire de l'appareil de répression du régime de Vichy était alors soigneusement caché – à la préfecture de police fut un moment clé dans l'escalade.

Face aux attentats ciblés contre des policiers, organisés par le FLN, Papon n'hésita pas une seconde à ordonner des rafles massives et à couvrir des assassinats. Les premiers remontent à la fin de l'année 1959 et ne s'arrêteront plus.

La réplique du FLN fut à la mesure du défi. Des policiers furent abattus. Papon déclara : « Pour un coup reçu, nous en porterons dix ! ».

En Algérie, Papon a été préfet de 1949 à 1951, puis de 1956 à 1958, quand Guy Mollet l'a nommé Inspecteur Général de l'Administration à Constantine.

Là aussi, il a développé les « renseignements » sous la forme d'une milice anti opposants appelée « Section Administrative Urbaine » et a commis des meurtres, évidemment impunis et passés totalement sous silence. Pour cela, il a formé des traitres, et envoyé des commandos avec des harkis et des CRS.



Des services entre le marteau et l'enclume



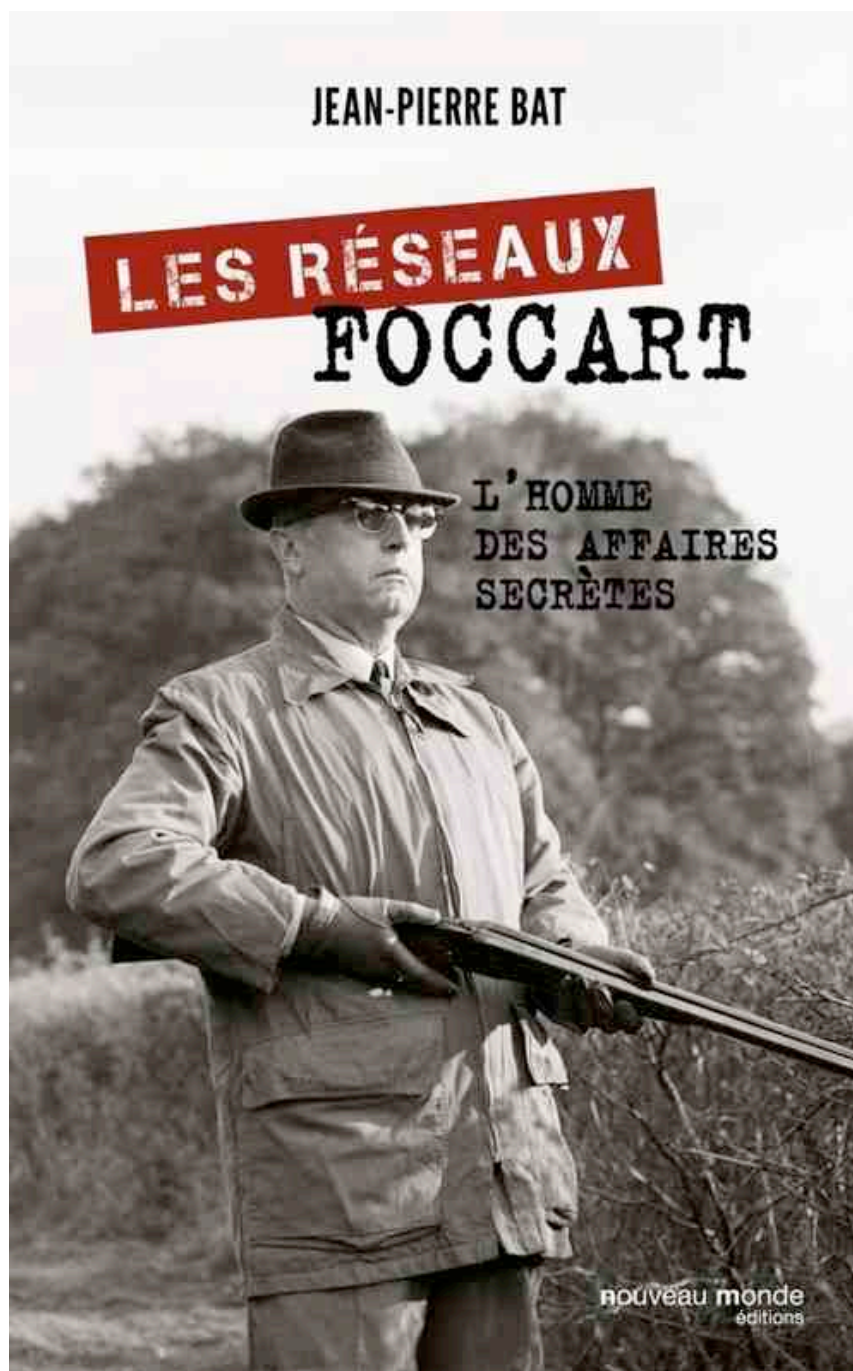
Au début des années 60, la tension monte entre Paris et Washington. Une tension qui culminera avec le retrait de l'OTAN en 1964. Pour embêter De Gaulle, la CIA a mené diverses opérations dans le contexte de la guerre d'Algérie par exemple. Un épisode a vu la CIA empêcher le FLN algérien de s'approvisionner en armes, grâce à un accord passé avec le SDECE et le mafieux [sicilien installé aux USA Lucky Luciano](#), à qui elle avait donné le monopole sur l'importation d'héroïne aux Etats-Unis. Le deal consistait à faire bloquer par la Cosa Nostra de Lucky Luciano les bateaux qui livraient les armes, et en échange la France fermait les yeux sur les trafics de Luciano dans le secteur [33].

A ce moment, en 1961, le SDECE est en train d'être repris en main par Jacques Foccart, conseiller de De Gaulle sur les affaires africaines, qui était aussi chargé par De Gaulle de surveiller les renseignements. Foccart assume également les caquettes de patron des réseaux africains du gaullisme, et de patron du SAC, deux vecteurs importants d'argent pour le parti gaulliste. On s'aperçoit que les influences s'entrecroisent, que le SDECE, c'est-à-dire les services de renseignements, passent des accords avec les Etats-Unis et la mafia, tout en étant au service des réseaux gaullistes de Jacques Foccart.



En 1966, [des membres de l'OAS ont créé Aginter Press](#), la version portugaise de l'armée stay-behind mais dotée d'une portée internationale, qui était dirigée par Yves Guérain-Sérac, un ancien de l'OAS. Aginter Press a été impliqué dans les attentats menés en Italie dans les années 60 à 80, notamment celui de la Piazza Fontana en 1969 [34]. Les « correspondants » d'Aginter Press à travers le monde étaient des fascistes, comme Delle Chiaie en Italie, ou Jean Violet en France, et bénéficiait de diverses sources de financements, comme les donations du cimentier italien Carlo Pesenti.

En 1966 également, De Gaulle rejette l'OTAN, qui déménage son QG de Paris à Mons en Belgique. Les troupes US en France, qui étaient 25.000, sont aussi presque toutes virées. Mais cela ne stoppe pas l'existence des réseaux stay-behind en France. Dans les années 70, [le patron du SDECE Alexandre de Marenches lance en coordination avec la CIA](#), les services anglais et l'OTAN, le plan « Parsifal », [destiné à activer tous les réseaux stay-behind](#) et éventuellement à organiser un repli en Espagne, toujours sous la dictature franquiste. Ces réseaux stay-behind se sont en partie intégrés au SAC, le Service d'Action Civique ancien « service d'ordre du RPF », le parti gaulliste, et qui était formé depuis la guerre d'un tas de barbouzes, de fachos de tous bords et de truands (une qualité n'excluant pas les autres) [35].

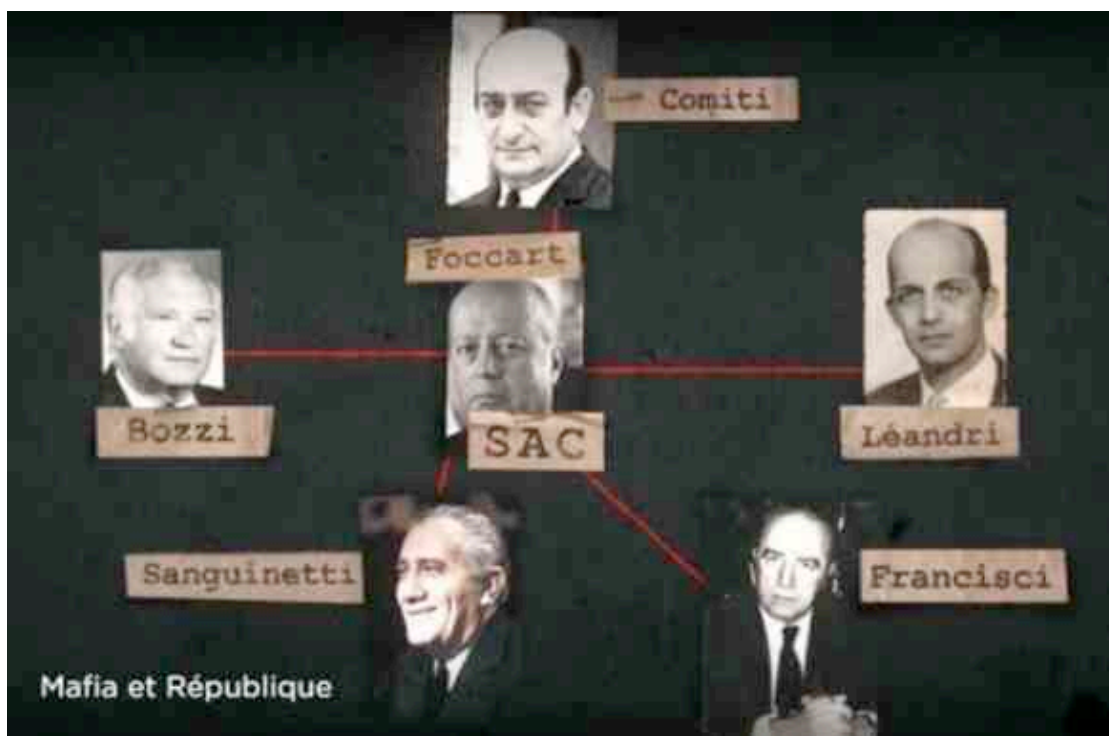


Le SAC a été créé en 1958 par plusieurs membres de l'UDR (Union des Républicains, le parti gaulliste), parmi lesquels Charles Pasqua (qui fut ministre de l'Intérieur de 1986 à 1988 puis de 1993 à 1995) et le déjà incontournable Jacques Foccart, mais aussi Roger Frey, ex ministre de l'Intérieur, ou encore le très à droite Alexandre Sanguinetti [36], Jean Bozzi, et Paul Comiti.



Le SAC a été très vite transformé en une sorte de **milice à la solde des pontes du parti de De Gaulle**, et on le retrouve cité ou impliqué dans de nombreuses affaires louches depuis lors : [le meurtre de Robert Boulin \[37\]](#), le gang des Lyonnais, l'affaire Markovic, la tuerie d'Auriol, [l'enlèvement en 1965 en plein Paris de l'opposant marocain Ben Barka et l'exfiltration des coupables](#), le meurtre de Pierre Goldman [38] pour n'en citer quelques-unes...

A la croisée des réseaux mafieux et des réseaux gaullistes, il y a un proche de Pasqua, Etienne Léandri, mafieux et Collabo pendant la guerre [39], qui avait fui en Italie où il s'était rapproché de Lucky Luciano, l'homme de la CIA pour le trafic de drogue vers les Etats-Unis et l'Europe. Il s'est rapproché du même coup de la CIA et a pu rentrer en France dès 1957 où il s'est installé à Paris et [s'est reconverti en homme d'affaires](#). « Leandri se fait «arrangeur» auprès de grandes boîtes françaises (Thomson, Elf, GMF, Lyonnaise et Générale des eaux). Cela va du recouvrement musclé de créances à la contrepartie off-shore d'un deal», explique Renaud Lecadre dans un article de Libération. Dans son livre « Mafias », le juge Gilbert Thiel écrit que le fait d'avoir été [l'intermédiaire entre Lucky Luciano et la CIA a permis à Léandri](#) « d'entamer une nouvelle carrière, celle d'intermédiaire dans des ventes d'armes et dans la négociation de juteux contrats pétroliers» .



Léandri est rapidement entré en contact avec Charles Pasqua qui n'était pas encore politicien. Dès la création du SAC, à la fin des années 50. Léandri a ensuite réalisé divers business pour de grandes entreprises françaises en tant qu'intermédiaire, ce qui lui a valu d'être cité dans l'Angolagate par exemple. On peut se demander jusqu'à quand Léandri a conservé la bénédiction de la CIA, mais il est très probable, vu les milieux dans lesquels il grenouillait, qu'il ne l'a jamais perdue.



Une affaire qui est passée sous le scope de la justice il y a quelques années, l'affaire Alstom, impliquait une joyeuse bande dans laquelle on trouvait à la fois Léandri et le fils de Pasqua, qui a été condamné en 2007. Dans le cadre du transfert du siège d'Alstom, une autorisation de l'autorité issue du ministère de l'Intérieur était nécessaire.



Dans « 9-2 le clan du président », un livre sur la sarkozie, Hélène Constanty explique que « Pour débloquer le dossier, la société avait dû verser 770.000 euros en Suisse. Après avoir transité sur plusieurs comptes dont celui d'Etienne Léandri (...), les fonds extorqués avaient finalement atterri dans un compte suisse dont l'ayant-droit était Pierre Pasqua. Selon l'accusation, le but ultime de la manœuvre était le financement occulte des activités politiques de son père ».

Le SAC était très certainement impliqué dans la French Connection, et en tout cas certains de ses membres étaient mouillés jusqu'au cou. « À la fin des années 1960, de nombreux « barbouzes » porteurs d'une carte tricolore furent mis en cause dans des affaires de convoyage d'héroïne : Ange Simonpietri, Joseph Maro, etc. L'ancien membre du SAC repent, Dominique Calzi, a par exemple rapporté avoir été témoin d'une opération de récupération, de recel et de revente de morphine-base venant de Turquie, supervisée par plusieurs membres du SAC (Victor Léandri, Bernard Cochinaire, Gérard Kappé, etc.). Impliqués aussi dans le trafic d'armes venant de Yougoslavie, ils étaient par ailleurs responsables de la sécurité lors de campagnes électorales de candidats UDR locaux », rappelle [Alexandre Marchant dans l'article « L'Etat, la drogue et le « complot » en France ; de la French Connection à l'îlot Chalon, des années 1960 aux années 1980" .](#)



Des services barbouzes à la botte du pouvoir politique



On retrouve encore le SAC, derrière **Jacques Foccart**, au cœur du financement du parti gaulliste par les réseaux africains. Certaines branches du SAC étaient ainsi chargées de récupérer de l'argent, et « L'Afrique, domaine réservé de Jacques Foccart – conseiller du général et l'un des fondateurs du SAC- est en la matière un terrain privilégié. Sociétés d'import-export, collaboration avec les services secrets de l'Etat, trafics de stupéfiants ou d'armes, aucune des opérations permettant de récupérer de l'argent sale et de le blanchir n'est négligée», écrivent Roger Faligot, Jean Guisnel et leurs co-auteurs dans « Histoire secrète de la Ve République » (p. 81). Chirac lui aussi a bénéficié des hommes de main du SAC dès 1967, quand il a cherché à conquérir la Corrèze, pouvant officier comme service d'ordre, colleurs d'affiches, porteurs de valises...

Les services secrets, le SDECE à l'époque, était aussi probablement à la manœuvre dans l'organisation du trafic, comme le suggère l' « affaire Delouette », du nom d'un certain Robert Delouette. Celui-ci s'était fait coincer à la frontière des Etats-Unis en avril 1971, alors qu'il récupérait la livraison d'un bateau en provenance du Havre, livraison qui consistait en 89 paquets de 500 g d'héroïne. [Roger Delouette a déclaré travailler pour le SDECE](#), les services secrets français, sur les ordres du colonel Fournier. Les US inculpent tout le monde.



Les autorités US se sont aperçues que le type travaillait bien pour le SDECE, pour lequel il avait accompli plusieurs missions depuis 1969, et qu'il était en contact direct avec un proche de Paqua, **Jean-Charles Marchiani**, dont le nom figurait 23 fois dans l'agenda de Delouette et qu'il avait appelé juste après son arrestation pour lui demander de l'aide. Mais il semble que ce ne soit pas pour le SDECE que le trafic d'héroïne avait été mis en place. La piste serait plutôt à chercher du côté de la mafia Corse, même si l'un n'empêche pas l'autre.

On [pourrait écrire une encyclopédie sur les méfaits du SAC](#), longtemps piloté par **Foccart**, **Pierre Debizet** et **Pasqua**, ses liens avec le grand banditisme, le trafic de drogues et d'armes, la corruption, ses opérations sous faux drapeau...

Autour de l'extrême droite, de nombreux membres du SAC aux idées souvent fascistes gravitaient. A la fin des années 70, mais surtout au début des années 80, le Front National se structure. On trouve parmi ses cadres de nombreux anciens nazis, des néo nazis, des fascistes [40]. Par exemple **Roland Gaucher** qui a été l'un des **fondateurs du FN** ou André Dufraisse, ex membre du Parti Populaire Français et de la Légion des Volontaires Français, pro nazis. Pendant la guerre Roland Gaucher avait dirigé le mouvement de jeunesse du Rassemblement National Populaire de Déat et réclamait davantage d'exécutions d'otages à Vichy, puis a travaillé après la guerre pour divers journaux dont Minute, un organe lié à la droite extrême, mais aussi aux officines de la droite politique. Gaucher deviendra même conseiller régional dans l'est de la France, et député européen.



Et le FN se porte très bien car il est financé allègrement par Mitterrand grâce à l'argent donné par les dictateurs africains.



Grossouvre : sa famille conteste la thèse du suicide

Par Patrice de Méritens | Mis à jour le 18/06/2010 à 18:22 / Publié le 18/06/2010 à 18:14



En 1981 Mitterrand décide de supprimer le SAC et transforme le SDECE en DGSE, mais il est probable que les réseaux stay behind [ont perduré avec François de Grossouvre](#), son bras droit suicidé en 1994 ([un suicide toutefois contesté par la famille \[41\]](#)). Quant au SAC, il a eu des successeurs, comme [le Mouvement initiative et liberté \(MIL\)](#) basé à Levallois, dont **Pierre Debizet** a été secrétaire général de 1985 à 1987, et qui, selon Frédéric Charpier dans « Officines, trente ans de barbouzerie chiraquiennes », « fournit en 2007 un contingent de gorilles armés au candidat Sarkozy »[42].



D'ailleurs, **Michèle Alliot-Marie**, membre de l'aile droite du RPR qui nous a inventé l'affaire dite des « anarcho-autonomes de Tarnac », était une des figures du MIL, lui-même lié au syndicat étudiant de droite, l'UNI, lui-même créé avec l'aide du SAC. Le MIL prônait une société individualiste, du « mérite » et du chacun pour soi, une société répressive avec un « régime économique, qui doit être fondé sur la libre entreprise et l'initiative personnelle ». Le discours est très proche, sinon similaire, à celui du FN, et on retrouve le MIL dans la mouvance « Manif pour Tous ».

Charles Pasqua, avant d'être ministre et de commencer en politique, a été l'un des fondateurs du SAC tout en travaillant chez Ricard. Il était proche des milieux du banditisme, et dans le sud-est de la France ou la région lyonnaise, il n'était pas rare de le voir attablé avec les truands du coin. Les autres fondateurs du SAC, des proches de De Gaulle qui avaient le pied en politique (Foccart, Bozzi, Comiti, Sanguinetti) ont permis à Pasqua une belle ascension en politique.

Dans le documentaire [Mafia et République \(partie 2\)](#), l'historien François Audigier explique qu'en mai 1968, Pasqua a mobilisé 1700 gros bras du SAC contre les manifestants parisiens : « il a rendu beaucoup de services, on lui offre une investiture au moment des législatives en juin 1968 » dans les Hauts-de-Seine, qu'il mène grâce encore une fois aux colleurs d'affiches et gros bras du SAC. Léandri devient son conseiller, ainsi que Jean-Charles Marchiani. En mai 68, Pasqua a aussi organisé une marche sur les Champs Elysées pour soutenir Mon général. Suite à quoi Pompidou l'a convoqué pour lui proposer d'être candidat aux prochaines législatives [43]. C'est ainsi qu'il a atterri dans les Hauts-de-Seine, à Levallois-Perret. Il a ensuite continué sa carrière politique dans ce secteur, avec l'aide d'autres Corses comme Achille Peretti le maire de Neuilly ou Charles Ceccaldi-Raynaud le maire de Puteaux. Très vite aussi, on voit apparaître parmi ses fidèles Jean-Charles Marchiani, un autre Corse passé par les renseignements.





Récemment, un ancien mafieux, Gérard Fauré, a déclaré qu'il vendait de la coke à Chirac très régulièrement [44], ainsi qu'à Johnny. Il explique aussi qu'il a travaillé avec des gens l'OAS en Espagne, qui lui ont présenté **Gaëtan Zampa**, réputé proche des milieux d'extrême droite, et **qu'en 1978 Pasqua l'a appelé pour organiser** un braquage au bénéfice du SAC, avec des informations fournies par le SAC. La moitié de la somme a été reversée à Pasqua. D'autres braquages en France et à l'étranger, notamment en Algérie et aux Pays-Bas, ont été menés sur le même schéma (l'argent volé en Algérie était blanchi dans l'Espagne franquiste). C'est encore le SAC qui l'a fait évader de prison à Marbella.

Ce qui n'est pas sans rappeler l'affaire du gang des Lyonnais, dont on soupçonne fortement qu'il a commis des braquages **pour reverser une partie de l'argent au SAC** et cet argent était en **partie reversé au RPR**, le parti de Chirac et Pasqua (les meneurs du gang des Lyonnais étaient membres du SAC). Pour Fauré, Pasqua était un « homme très dangereux ». Des trafics de drogue, notamment le transit d'une tonne de cannabis, ont aussi été réalisés pour le compte de Pasqua.



Pour donner une autre anecdote sur Pasqua, dont on regrette qu'il n'ait jamais eu à répondre de ses actes, il a travaillé comme directeur des opérations internationales chez Pernod Ricard, ce qui l'a rapproché du roi Hassan II du Maroc, notamment. De cette amitié serait née un réseau de production de drogue grâce à des laboratoires de transformation de cocaïne installés en 1962 au Maroc, la coke étant ensuite transportée « dans des avions militaires atterrissant dans les deux importantes bases militaires d'Evreux et de Tours » [45].

Cette relation franco marocaine étroite a été alimentée encore par Chirac, qui à peine élu en 1995 a rendu visite à Hassan II, et a reçu une ferme dans le Ouled Dzaim.



A partir de là, la France a été très rapidement envahie de cannabis venu du Maroc (les fameuses « savonnettes »), à bas prix et de qualité souvent douteuse [46]. [La collaboration a continué sous Mohamed VI](#), bien évidemment.



Pasqua et son fidèle bras droit Jean-Charles Marchiani ont été cités comme étant en lien avec les réseaux de la French Connection, démantelés au début des années 70, au grand désarroi des autorités françaises qui tiraient d'importants revenus de la transformation d'opium en héroïne dans les labos de la région Marseillaise. En effet, l'importateur et distributeur du pastis Ricard en Amérique du Nord était [Jean Venturi, un truand marseillais](#) qui a été inculpé par les US en 1967 dans le cadre de la French Connection[47], mais jamais arrêté. A ce moment-là, Pasqua, qui avait Venturi sous ses ordres, se dit qu'il est temps de quitter la boîte et de se consacrer à la politique.

Les Américains ont commencé à sévir contre ce trafic au début des années 70, alors que 80% de l'héroïne importée aux Etats-Unis était traitée en France. En 1971, directeur du bureau des stupéfiants US en Europe, John Cusack, [déclare dans le quotidien local Le Provençal](#), que « Actuellement, il y a dans Marseille, forts de leurs comptes en banque, de leurs relations, du respect qui les entoure, trois ou quatre gros bonnets de la drogue qui se sentent en sécurité (...) L'organisation est en place depuis longtemps. Certainement une vingtaine d'années. Elle bénéficie de nombreuses complicités, d'une connaissance du pays et de beaucoup d'argent » [48].



VICE

Politique LGBTQ Drogue Société Photo Culture Sport Store



J'étais le fournisseur de coke du Tout-Paris des années 1980

Gérard Fauré dit le « prince de la cocaïne » revient sur cette époque, où les boîtes de nuit parisiennes n'ouvraient pas avant son passage.

Partager



Tweet



Gérard Fauré © Nouveau Monde éditions

Pour en revenir à Gérard Fauré, il déclare également avoir attaqué des militants basques de l'ETA espagnol, pour le compte de Franco, parce que ce dernier « ne voulait pas mêler les Espagnols à ces histoires-là ». Le procédé est connu des services secrets un peu partout : faire faire la sale besogne par des barbouzes d'un autre pays, ou par des truands aux ordres, les deux catégories trainant souvent ensemble.

Fauré a aussi évoqué la pédocriminalité au Maroc, expliquant que le président du tribunal de Tanger avait à disposition huit enfants qui étaient ses esclaves sexuels, et pour rester discrets c'est le père de Gérard Fauré, médecin, qui intervenait pour « réparer » les victimes [49]. Il évoque aussi un bar tenu par un certain « Michel » qui « vendait les petits enfants à des personnalités notamment de la famille royale anglaise ». Selon Fauré, tout cela continue aujourd'hui, et on peut ajouter qu'il se passe la même chose en France.

Avec l'arrivée de **De Gaulle** au pouvoir en 1958, une certaine tension s'est fait jour entre Paris et Washington. De Gaulle reprend en main les renseignements, et les US doivent se faire plus discrets. Mais cela ne change pas grand-chose : les nouveaux chefs restent inféodés aux Américains.



Les pratiques barbouzardes n'ont quant à elles pas cessé. Sarkoléon a bien envoyé les services spéciaux pour nettoyer le terrain lors de la chute de Kadhafi. Le micron a tout près de lui, ou a eu, un dénommé Benalla, lui-même en contact avec « Alexandre » Djouhri, qui a joué l'intermédiaire dans différents contrats avec l'Afrique et le Moyen-Orient (essentiellement l'Algérie, la Libye et l'Arabie Saoudite). [Benalla, qui se rend lui-même « dans une dizaine de pays d'Afrique» , notamment au Tchad](#), au Congo et au Cameroun, en possession de passeports diplomatiques alors qu'il n'est plus en fonction à l'Elysée, à plusieurs reprises, pour du « business » [50].

L'OB

Mid

Les mystérieuses activités de "consulting" d'Alexandre Benalla en Afrique



SUR LE MÊME SUJET



Alexandre Benalla au Tchad
3 questions sur un voyage met le feu aux poudres



Benalla dénonce des "pro diffamatoires" de l'Elysée après son voyage au Tchad



2018, annus horribilis pour Macron



Vincent Crase, l'acolyte d'Alexandre Benalla, rémunéré par un proche Poutine

En "reconversion professionnelle", l'ex-chargé de mission de la présidence rencontre des intermédiaires, des autocrates africains et agace encore et toujours l'Elysée.

Djouhri, quant à lui, se vante [d'avoir été le « conseiller » de Chirac comme de Sarkoléon](#), ce qui ne laisse pas d'étonner quand on retrace le parcours de celui qui n'était dans les années 80 qu'un petit délinquant de banlieue [51], qui s'est reconverti dans le métier bien plus rémunérateur d'intermédiaire, grâce à la protection politique de la droite, dont l'entourage de Pasqua [52]. Jusqu'en 2016, quand les juges demandent à l'interroger, et que Djouhri décide de quitter la France. Il a été finalement arrêté en janvier 2018 à l'aéroport de Londres, mais a été libéré deux jours plus tard grâce à une caution d'1 million de £ versée par des amis fidèles, mais est retourné en prison quelques semaines plus tard, soupçonné d'avoir voulu s'enfuir. Il est cité dans l'affaire [du financement libyen de la campagne de sarkoléon](#).



Pourtant, « Je les tiens tous par les couilles » serait sa phrase fétiche, selon Pierre Péan : « Il dit ça à propos des grands patrons et des hommes politiques qu'il a approchés » .

LCI NEWSROOM > INTERNATIONAL • POLITIQUE • POLICE • JUSTICE • TERRORISM

Qui est Alexandre Djouhri, ce proche de Nicolas Sarkozy au coeur de l'enquête sur les soupçons de financement libyen de sa campagne ?



« Alexandre Djouhri posséderait une fortune de plusieurs milliards d'euros, dont on peine à savoir l'origine. « Essayer de trouver les flux financiers qu'il génère ou qu'il a aidé à faire, c'est difficile, admet Pierre Péan. Personne ne peut dire quoi que ce soit sur où est cet argent, comment il l'a obtenu etc. Il travaille toujours pour le compte de quelqu'un d'autre et il prend son pourcentage au passage» , [lisait-on sur France Info le 3 février 2018](#). Djouhri est aussi un ami de Squarcini, qui fut le patron des renseignements généraux sous Sarkozy, qui serait lui aussi intervenu dans l'affaire de l'argent libyen pour la campagne de 2007. Aujourd'hui, Squarcini a monté une boîte active en grande partie en Afrique, dans le domaine de la sécurité et l'intelligence économique, Kyrnos, qui a parmi ses clients LVMH.



Une perquisition assez fructueuse semble-t-il a été menée à son domicile en 2016 « dans le cadre de trois enquêtes », et en septembre 2018, Squarcini a été placé en garde-à-vue « dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour trafic d'influence, violation du secret et compromission du secret défense ». Et la justice se rend compte qu'il mélange les genres, utilisant ses relations dans les renseignements au service de ses clients et amis politiques.

l'express

Rechercher

ACTUALITÉ ÉCONOMIE FINANCES PERSO ENTREPRISE EMPLOI STYLES TENDANCES VIDÉOS CODES PROMO
JE MONDE SOCIÉTÉ SPORT CULTURE SCIENCES MÉDIAS EDUCATION HIGH-TECH RÉGIONS L'EXPRESS CANADA IMMOBILIER

Monacogate: perquisition chez Bernard Squarcini

Par Laurent Léger et Boris Thiolay,

publié le 16/11/2018 à 10:30 , mis à jour à 14:07



Bernard Squarcini, qui fut patron du renseignement intérieur sous Nicolas Sarkozy, ici le 17 janvier 2012 à Paris. afp.com/MARTIN_BUREAU

C'est aussi sous la direction de Squarcini (à la DCRI, nouvellement créée par sarkoléon qui avait une dent contre les RG) que l'affaire dite de « Tarnac » a été montée de toutes pièces, pour faire plaisir au pouvoir politique : l'objectif était de faire monter la mayonnaise dans l'opinion publique quant à une hypothétique mouvance « anarcho autonome ». Afin de faire trembler dans la chaumière, quelques jeunes anars ont été arrêtés et poursuivis durant des années de manière totalement hallucinante par une justice peu regardante sur la qualité des procédures.



En attendant, cette opération a permis que des centaines de personnes soient victimes de perquisitions abusives, parfois placées en garde-à-vue, leurs ordinateurs et téléphones saisis, avant d'être fichés, et cela à travers toute la France, pour une affaire dont on savait dès le départ qu'elle était complètement bidon. Quant au renvoi devant la justice des responsables de [cette manipulation qui est un véritable scandale d'Etat](#), on peut autant attendre le déluge car nous savons que nous ne sommes pas dans un Etat de droit.

3. En Belgique



En Belgique, le scénario est un peu le même, avec quelques variantes car les responsables de ce pays n'ont jamais eu honte de leur atlantisme sans bornes, sauf en 1990 quand le scandale Gladio a éclaté en Italie (on va y revenir). Le service de renseignements belge, la Sûreté de l'Etat, a été réorganisé par regroupement des services civils et militaires juste [avant le début de la guerre, en mars 1940, et a été piloté depuis Londres par les autorités exilées](#). Dès le début, donc, il a été chargé de mener des opérations clandestines dans les pays occupés. Durant la guerre, ce service a été principalement occupé à encourager la Résistance.

Dès le début de la guerre, donc, la collaboration a été totale entre les renseignements belges et anglais puis américains. Au fil des années d'après-guerre, cette mainmise a perduré de manière plus discrète à travers le réseau stay-behind. Et on a vu en Belgique, comme en France, des éléments d'extrême-droite entrer dans les rangs des renseignements, puisque l'ennemi numéro un était devenu l'URSS.



« A partir de la fin de 1945 et avec le début de la guerre froide, la Sûreté de l'Etat s'orienta également davantage vers la cible communiste, récoltant des informations sur les politiciens et les fonctionnaires communistes, en dépit de protestations plutôt fortes de la part d'une partie de la presse et de parlementaires : les membres communistes de la Résistance demeuraient des héros aux yeux de l'opinion », écrit Lode Von Outrive, docteur en politique sociale qui a étudié de près la question. Il ajoute : « Les gouvernements successifs participèrent de plus en plus au climat anti-russe américain et occidental (OTAN) et à l'insécurité morale et politique qui en résultait ». En gros, on peut dire que « stay-behind » ou pas, la Belgique était à 100% dans la ligne de l'OTAN. On comprend donc que le réseau stay-behind en lui-même n'était qu'une cellule purement militaire et clandestine, qui avait pour avantage principal d'agir si besoin dans le dos des autorités.



Il apparaît également, selon un article du Morgen, que « pendant des années, la répartition des personnes et des moyens a été établie selon les priorités des Américains et de l'OTAN ; le service de contre-espionnage était particulièrement braqué sur la présence éventuelle d'agents du Pacte de Varsovie dans notre pays » .



C'est Paul Henri Spaak, ministre du « parti ouvrier » dans les années 30, élu président de la première assemblée générale des Nations Unies à Londres en 1946 et 1er ministre, puis secrétaire général de l'OTAN de 1957 à 1961, qui a [ouvert les bras aux réseaux stay-behind en Belgique](#). Pour ses bons et loyaux services, Spaak, alias « Mr Europe », a reçu la médaille de la paix en [1961 des mains de Kennedy](#).





Quand il a engagé la Belgique dans le stay-behind, début 1949, dans un contexte où le parti communiste, dirigé par Julien Lahaut, montait en puissance, et où les syndicats avaient permis d'obtenir diverses avancées sociales. « Le 17 mars 1948 fut fondé le Western Union Clandestine Committee (WUCC), en français le Comité Clandestin de l'Union Occidentale ou CCUO. Avec pour mission d'anticiper en temps de paix une éventuelle invasion soviétique, il s'agissait d'un centre de coordination du réseau clandestin Gladio où siégeaient cinq pays : le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et la France», [explique Danièle Ganser](#). La finalité du CCUO n'était pas tant d'anticiper une invasion soviétique, que « d'éliminer les candidats communistes des institutions du pouvoir». Quand l'OTAN a été créée en 1949, elle a absorbé le CCUO.

Et c'est logiquement en Belgique que le siège de l'OTAN a été transféré en 1966, quand [De Gaulle les a virés et a retiré la France de l'OTAN \[53\]](#) (puis [sarkoléon et flamby](#) nous y ont remis). Le pays était donc un terrain favorable pour les diverses manœuvres atlantistes, au premier rang desquelles figurait la création d'une Europe sans contraintes économiques pour les US. [Dès 1949, un réseau stay-behind à deux têtes a été créé](#) en Belgique : une branche dépendant de la Sûreté de l'Etat, qui est civile, et une branche qui supervisait la première, liée aux renseignements militaires appelés SDRA.

Si la branche civile était semble-t-il cantonnée à des tâches de renseignement et de communication, la branche militaire était chargée « de l'organisation de l'action militaire », et « la composante principale de ces réseaux, les Equipes Spéciales de Renseignements, ESR, étaient constituées de para commandos hyper entraînés, mais aussi de spécialistes en transmissions et en explosifs, de plongeurs, d'anciens militaires, de gendarmes et de policiers » [54].





Diverses structures qui regroupaient plusieurs pays de l'Alliance atlantique chapeautaient le réseau belge. Par exemple, l'Allied Coopération Committee (ACC), composé des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg, de la France, de l'Angleterre, rejoints par les USA à partir de 1958, puis par l'Allemagne, l'Italie, le Danemark et la Norvège. L'ACC agissait comme un comité de concertation auquel se retrouvaient des représentants des services de renseignements des différents pays. Selon la commission d'enquête parlementaire belge, l'objectif de l'ACC était « de préparer, en temps de paix, la coordination des activités stay-behind qui auront lieu en temps de guerre », et chaque pays aurait gardé le contrôle sur son organisation stay-behind nationale. Ce qui, au vu des éléments qu'on connaît aujourd'hui, est hautement improbable. Officiellement, la toute dernière réunion de l'ACC a eu lieu à Bruxelles les 23 et 24 octobre 1990, juste avant que le scandale n'éclate en Italie.



Grève générale en 1960 en Belgique



Les premiers membres du stay-behind belge étaient des parachutistes, formés principalement au sabotage et au harcèlement. Selon le rapport d'enquête, c'est seulement vers 1970 que le service a commencé à recruter des civils, « dans tous les milieux et dans toutes les professions ». Les entraînements sont alors en partie réalisés en Grande-Bretagne, et des instructeurs anglais sont venus en Belgique entraîner les troupes stay-behind.

Selon le rapport, les entraînements pour mener des sabotages auraient été stoppés à cette époque, parce qu'à partir de ce moment, « les Special Forces américaines étaient censées exercer de telles missions ». Sur le sol belge, donc. Ce qui a été fait, comme on va le voir, jusqu'à la fin des années 80 au moins.

D'ailleurs, en 1964, quand l'OTAN est expulsée de France et installe son siège à Mons, le Service général des renseignements et de la sûreté (SGR), rattaché à l'Etat-major militaire. Mais, « il est très important de mentionner que le SGR travaille dans le cadre de l'OTAN et que le personnel aussi bien civil que militaire n'a aucune compétence judiciaire », précise Lode Van Ostrive dans l'article « [Les services de renseignement et de sécurité](#) », publié en 1999. Et il apparaît clairement que cette participation du SGR à l'OTAN est toujours restée « peu contrôlée », comme l'explique l'auteur avec mesure.



Grève générale en 1960 en Belgique



A la fin des années 80, le SDRA 8, un service du renseignement et de la sécurité de l'armée, a été chargé de la supervision du stay-behind et des liens avec l'OTAN. Ce rapport évite bien-sûr de parler de toute activité subversive réelle sur le territoire belge, mais les faits ont prouvé que cela a bien été le cas, comme on va le voir par la suite. Un colonel Belge, Bernard Legrand, a cependant déclaré dans la presse belge en novembre 2015 que le stay-behind belge n'a « rien à voir avec l'OTAN » mais directement avec la CIA. Ce colonel Legrand ose également déclarer que le stay-behind belge n'avait rien à voir avec l'extrême droite, ce qui est un mensonge éhonté.

Après la dénonciation des réseaux stay-behind en Italie en 1990, une commission d'enquête a été mise en place en Belgique pour étudier la question. Dans leur rapport, les parlementaires belges expliquent que les archives concernant les deux branches belges, le SDRA et le STC/mob, ont été retrouvées, sous forme de « bandes perforées » qu'il fallait encore déchiffrer, dans des coffres qui se trouvaient à Londres et à Washington.

Le réseau stay-behind belge a fonctionné sans interruption au moins jusque dans les années 90, mais pourquoi cette organisation aurait-elle cessé ? Un certain nombre de politiciens savaient mais aucun n'a rien avoué. Selon l'hebdomadaire Le Vif / L'Express du 7/11/2015, « Dès leur entrée en fonction, les Premiers ministres, ministres de la Défense et de la Justice (pour la tutelle de la Sûreté de l'État) étaient briefés sur ce réseau qui évitait les chemins trop courus de l'Otan« .

Par ailleurs, ce n'est pas parce que le stay-behind belge a été officiellement déstructuré que les activités des renseignements ont évolué. Ils ont continué à surveiller les mouvements politiques séparatistes, « anti-atlantiques ou anti-américains, ceux de l'extrême gauche comme de l'extrême-droite » explique Lode Van Outrive. En réalité, ils ont beaucoup plus travaillé contre l'extrême gauche et les anti américains que contre l'extrême-droite, dont les groupuscules ont proliféré durant toute la guerre froide et encore aujourd'hui.

[1] Selon Der Spiegel du 17 mai 1971, c'est même Gehlen en personne qui a rédigé le dossier de personnalité d'Adenauer, destiné aux Américains, avant qu'il ne soit présenté comme candidat à la chancellerie de la toute nouvelle République Fédérale d'Allemagne, et Gehlen avait considéré qu'il ferait très bien l'affaire.



[2] En 1936, Gehlen était officier de l'Etat-major allemand, devenu commandant en 1939. En 1942 il rejoint le haut commandement des armées étrangères de l'Est. A ce poste, il avait pour rôle d'estimer les capacités militaires soviétiques, ce qui l'a amené à comprendre qu'il allait devoir passer à l'Ouest, et à microfilmer de nombreuses archives sur l'URSS et les communistes, qu'il a données aux Américains à la fin de la guerre. Il a été interrogé dès juin 1945 par les US, à Wiesbaden. Par ailleurs, il disait avoir encore des contacts de l'autre côté du « rideau de fer », ce qui a beaucoup intéressé les Américains.

[3] Le BND a rassemblé des photos et d'autres documents liés à la vie privée de Brandt, qu'il a utilisés pour le faire chanter et pour ensuite donner sa démission du poste de chancelier en mai 1974. Le dossier était dans les tiroirs du chef de la police fédérale, Horst Herold.

[4] Quand des archives appartenant à Reinhard Gehlen ont été envoyées au Süddeutsche Zeitung. Il est apparu alors que Wesermann tuyautait les services de renseignements [allemands et américains sur ses copains du parti socialiste](#), aussi bien sur le plan de la vie privée que sur les discussions à l'intérieur du parti.



[5] Globke a répondu par une plainte en diffamation et dénonciation calomnieuse, a nié en bloc ces accusations, et a aussi mené avec Gehlen et le BND [une campagne de diffamation et de calomnie](#) contre Mertens, afin de le faire passer pour un agent soviétique.

[6] Cf. « Skorzeny, chef des commandos de Hitler » de Glenn Infield, Pygmalion, 2009

[7] Cf. « L'Orchestre Noir » de Frédéric Laurent.

[8] Les frères Dulles étaient avocats chez Sullivan et Cromwell (comme Christine Lagarde) dans les années 20 et 30.

[9] Dans son livre « L'Extrémiste : François Genoud, de Hitler à Carlos », Pierre Péan écrit que dès 1945, Dickopf a été un agent d'Allen Dulles. « J'ai retrouvé à Washington deux de ses mémorandums à Dulles, datés du 14 mai 1945 », écrit Péan, « dans lesquels l'ancien officier de l'Abwehr fournit des renseignements sur les espions allemands installés en Suisse ».

[10] Pour Merkel cependant, il n'y avait aucun mal à espionner les autres, dont la France, car il faut « coopérer sur la plan international » afin que l'Allemagne puisse « mener à bien sa tâche face aux menaces terroristes internationales », [et par conséquent il fallait collaborer avec la NSA](#). Elle aurait pu prévenir que l'ensemble des plus hautes fonctions de la République (comme l'Elysée) étaient sur écoutes, mais bizarrement Hollande a immédiatement pardonné, évoquant un « dysfonctionnement »...

En Autriche, par exemple, on vient d'apprendre que [2.000 cibles, dont les ambassades, ont été écoutées](#) entre 1999 et 2006 (il s'agit de toutes les communications, par smartphone ou par mail).

[11] Cf. « Noir Chirac », de François-Xavier Verschave, 2002, Les Arènes, qui se base lui-même en partie sur le travail [de la journaliste Dominique Lorentz](#),

[12] Pierre-Marie Gallois, général de l'armée de l'air, [raconte dans son livre autobiographique](#) « Le sablier du siècle » qu'il a écrit en 1949 dans des journaux en vue comme Combat ou France Soir, sous différents noms, pour faire « campagne » en faveur de l'industrie aéronautique.



l'express

Rechercher

ACTUALITÉ ÉCONOMIE FINANCES PERSO ENTREPRISE EMPLOI STYLES TENDANCES VIDÉOS CODES PROMO

MONDE **SOCIÉTÉ** SPORT CULTURE SCIENCES MEDIAS EDUCATION HIGH-TECH REGIONS L'EXPRESS CANADA IMMOBILIER

ENQUÊTE

Paul Touvier, le récit d'une fuite française

Par **Boris Thiolay**,

publié le 15/04/2016 à 08:00



[13] En effet, bien que soi-disant poursuivi pour crimes liés à la Collaboration, Touvier continuait à harceler ses victimes en toute impunité. On peut aussi s'étonner, par exemple, du fait que Touvier [ait pu obtenir une nouvelle carte d'identité](#) à son nom le 6 avril 1967 par la préfecture du Rhône. Ceci, alors qu'il avait bien donné une adresse permettant de le retrouver, à savoir le 37 rue des Channées dans le 7^e arrondissement de Lyon, à la cure de la paroisse du quartier.

[14] Degans était à Vichy sous les ordres d'un autre cagoulard, Jean Filliol. Pendant la guerre, Degans a dirigé un Groupe de Protection (GP) où on fichait massivement les opposants potentiels à la « Révolution Nationale », puis en 1941 il a rejoint le Service d'Ordre Légionnaire (SOL) créé par Darnand. En 1942 Darnand l'appelle à Vichy pour mettre en place le service [de renseignement du SOL qui devient la milice française](#), et est placée sous les ordres de Pierre Laval.



Degans en dirige le service de renseignements (le 2e service) à partir de février 1943, et en mai 1944 il prend la tête des Renseignements Généraux afin de lutter activement contre la Résistance, y compris en menant des actes de provocations dont ont été accusés les résistants. En avril 1945 il passe de l'Allemagne où s'était réfugié en Italie, accompagné de Darnand et de quelques centaines de miliciens. C'est là qu'ils sont arrêtés en mai 1945, transférés à Nice (une vadrouille suivie de près par les Américains), et s'évadent. Selon l'historien François Le Goarant de Tromelin, Degans « a aussi été récupéré et protégé en premier lieu par l'Eglise puis ensuite par les Américains. Ce personnage tout particulièrement secret est à étudier soigneusement ». Par ailleurs, [une note des RG du 20 novembre 1945 citée par Gérard Chauvy](#) dans « Histoire sombre de la milice », affirme que Degans « malgré son passé chargé de crimes et son activité antipatriotique, serait employé comme agent de renseignements à la solde d'une puissance alliée ». En tout cas, ce catho intégriste et royaliste, ex collabo, [a pu rentrer tranquillement dans son Languedoc natal](#) après quelques temps passés planqué dans des monastères, et il y est mort en 1972 sans avoir été inquiété.

[15] Selon une note du ministère de l'Intérieur citée [par Jean Chatain](#) dans « Les affaires de M Le Pen », les organisateurs du coup « comptaient profiter des complications internationales et utiliser à leur profit les difficultés intérieures françaises, estimant abusivement que la France était devenue un baril de poudre qu'une étincelle suffirait à faire sauter. Ils se proposaient de provoquer cette étincelle. A des dates depuis longtemps fixées, une série d'opérations –attaques, attentats individuels, siège de dépôts de munitions devaient être déclenchées. Au jour J+ 3 dans l'Est et au jour J+6 en Allemagne occupée, une série de provocations devaient obliger l'armée à jouer son rôle de rétablissement de l'ordre et à entrer en lice en pleine confusion ».

[16] Les miliciens, [dont certains avaient pour objectif de mener des sabotages](#) en France, d'autres de mener de la subversion politique, ont été parachutés en France depuis l'Italie et l'Allemagne pour organiser la résistance anti-alliés. Tous auraient été capturés et une partie ont été fusillés.

[17] [Le colonel Hermann Bickler, qui a dirigé à partir de 1943](#) le service d'espionnage de la SS en France. Le PPF de Doriot a été un précieux allié de Bickler.

[18] [Jean Dides](#) s'est engagé dans la police en 1940 et devient membre des renseignements généraux 2 ans plus tard, en charge de la répression des étrangers et des Juifs, avec pour mission de traquer les Résistants. Après la guerre, il prend contact avec l'OSS à la recherche de cadres anticomunistes pour la police, et défend les flics virés lors de la purge des Collabos. Plus tard il est devenu député poujadiste, puis conseiller municipal de Paris. Le bras droit de Dides à la police était Charles Delarue, un Collabo condamné à 20 ans de travaux forcés à la Libération, qui s'est échappé et a été recruté par les US et reste un peu aux Etats-Unis, avant d'être réintégré en France par un préfet socialiste. [Selon certains Dides était en lien avec l'OSS](#). Il était aussi en contact direct avec l'ambassade US à Paris. Trop exposé, il a été viré de la police en 1954.



[19] L'OSS a été créé officiellement en 1942 avec deux missions principales : recueillir partout dans le monde du renseignement stratégique, et assurer des missions clandestines. Il est remplacé en 1946 par le Central Intelligence Group, lui-même remplacé en 1947 par la CIA, placée sous le contrôle de la Maison Blanche (du moins sur le papier).

[20] D'après certaines sources liées à la franc-maçonnerie, Baylot, entré en maçonnerie en 1922, serait devenu grand maître l'année suivante, serait passé au 18e degré en 1932, et au 33e en 1946.



[21] Patrice Hernu cite parmi les instigateurs de cette calomnie un certain Gilbert Pradet, militant de gauche avant-guerre, journaliste qui a continué d'écrire pendant l'Occupation, mais cette fois dans un registre très à droite, et dans la presse collaborationniste comme «



France, revue de l'Etat nouveau ». Mais, il n'a pas eu d'ennuis à la Libération, et a repris ses activités tout en entrant au Grand Orient de France. Patrice Hernu écrit que « Vinatrel est alors un des piliers (avec Jean Baylot) de ce que certains appelleront les « réseaux anticommunistes de la franc-maçonnerie » ». C'est Pradet, alias Guy Vinatrel, qui a selon lui lancé cette rumeur en 1950 dans des revues confidentielles qu'il tenait : Contacts et Les Lettres Mensuelles.

[22] Une police sous l'autorité de la préfecture de Paris, chargée de la traque des opposants.

[23] Après l'affaire des écoutes en 1955, qui a fait scandale : Dides a été exposé pour avoir mis en place un système d'écoutes et avoir tout fait pour décrédibiliser François Mitterrand. Suite à cela Jean Baylot a été viré par Mitterrand qui était ministre de l'Intérieur.

[24] Cf. « Affaire Hernu : histoire d'une calomnie ».

[25] Grossouvre a été un des membres de l'OSARN (Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale), alias la Cagoule, créée par Eugène Deloncle et financée par le patron de l'Oréal, Eugène Schueller, notamment. La Cagoule a été active très peu de temps dans les années 30, mais elle avait clairement un but insurrectionnel. Selon [un article de Thierry Meyssan, « Histoire secrète de L'Oréal »](#) du 3 mars 2004, Grossouvre dirigeait avec Joseph Darnand une cellule de La Cagoule, appelée Les Chevaliers du Glaive, dotée d'un rituel proche de celui du Ku Klux Klan, d'où l'appellation de « La Cagoule ». En novembre 1937, l'organisation, qui avait placé des caches d'armes un peu partout sur le territoire, a tenté un coup d'Etat et cela a précipité sa chute. Mais les membres continuent leurs activités.

[26] D'après Louis Mouchon, qui a été son agent traitant et l'a recruté, le fait que Grossouvre était le patron des sucres Berger & Compagnie leur fournissait aussi une couverture.





[27] Grossouvre a été le premier à ouvrir une usine de production de Coca-Cola en France. Il a exploité celle-ci avec Gilbert Beaujolin, qui a contribué au financement des activités illégales de Jacques Foccart, notamment en Afrique. Cette société servait aussi de couverture, offerte par les US, pour des transactions financières et commerciales discrètes.

[28] Grossouvre, fils du fondateur de la Banque française du Liban, rencontre Mitterrand à la fin des années 50 et il contribue à étendre son cercle de relations dans les milieux industriels et d'affaires. Quant à la version autorisée sur le revirement de Grossouvre vers la Résistance à la fin de la guerre, elle est donnée par Gérald Arboit, chercheur au Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) : « Sous le nom de « Colbert », celui-ci avait été un agent de l'Organisation de résistance de l'armée (1942-1944), pour le compte de laquelle il avait infiltré le Service d'ordre légionnaire, une organisation militarisée fortement collaborationniste (1942-1943) ; sous le nom de code de « Monsieur Leduc », il contacta « dix personnes de son entourage qu'il juge[ait] aptes à encadrer un réseau de résistance en région Rhône-Alpes »

[29] Les généraux Challe, Jouhaud, Salan et Zeller, rejoints ensuite par Salan, ont mis en place un « Conseil supérieur de l'Algérie » censé conserver l'Algérie française.

[30] Augé était le parrain du milieu lyonnais, très connecté avec la police locale ainsi qu'avec les milieux gaullistes, et longtemps leader du SAC dans la région Rhône-Alpes. A l'époque, le gang des Lyonnais dont plusieurs membres appartenaient au SAC, commettait des braquages, dont une partie du butin a servi à financer le RPR. Augé a été assassiné par la nouvelle garde du gang des lyonnais, en 1973. Le magot d'Auger était planqué en Suisse, géré par son frère à Genève.

[31] Cf. « Les parrains Corses : Leurs histoire, leurs réseaux, leurs protections » de Jacques Follorou et Vincent Nouzille.

[32] Thierry Meyssan cite plusieurs exemples : « le groupe de l'ex-milicien Paul Touvier se trouve-t-il organisé au sein d'un ordre secret de chevalerie, la Militia Sanctæ Mariæ ; celui d'André Voisin au sein de l'association Réconciliation française ; ou celui de Roger Patrice-Pelat (ami personnel et collaborateur de François Mitterrand) à l'intérieur d'une société ésotérique, l'Ordre du Prieuré de Sion« .

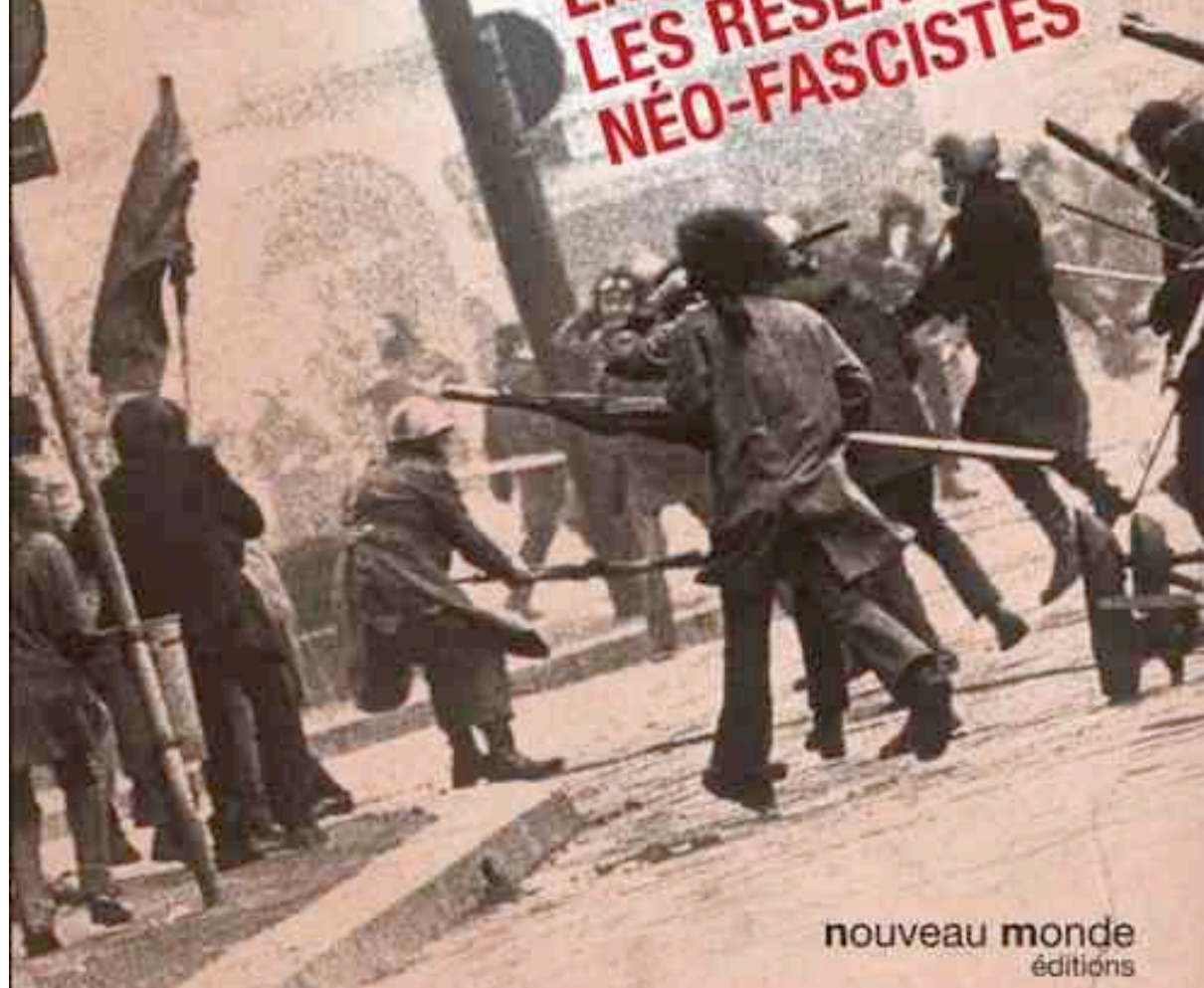
[33] Dès 1947, la toute neuve CIA permet à la Mafia d'obtenir le contrôle de la Sicile (en échange d'un coup de main pour le débarquement notamment), et envoyait dans le même temps de l'argent aux gangsters Corses de Marseille pour qu'ils luttent contre les grèves des dockers qui gênaient le trafic. Les Corses se sont ensuite alliés à Luciano, ce qui a donné naissance à la French Connexion.



FRÉDÉRIC LAURENT

L'Orchestre noir

ENQUÊTE SUR
LES RÉSEAUX
NÉO-FASCISTES



nouveau monde
éditions



[34] Selon Frédéric Laurent dans « L'Orchestre Noir » (p.119), Aginter Press avait quatre activités principales :

Une officine d'espionnage couverte par les services secrets portugais et liée à travers eux à d'autres services secrets occidentaux: la C.I.A., les réseaux Gehlen ouest-allemands, la D.G.S. espagnole, le K.Y.P. grec, le Boss sud-africain, etc.;

Un centre de recrutement et d'entraînement de mercenaires et de terroristes spécialisés dans les attentats et le sabotage (de nombreux documents découverts dans les archives de l'agence révèlent qu'Aginter assurait un véritable enseignement théorique et pratique de la guérilla, du terrorisme et de l'espionnage

Un centre stratégique pour des opérations de subversion et d'intoxication politique en Afrique, en Amérique du Sud et en Europe; cela en liaison avec plusieurs gouvernements réactionnaires, des personnalités politiques connues et des groupes fascistes internationaux;

Une organisation fasciste internationale appelée « Ordre et Tradition », doublée d'un bras militaire du nom d'O.A.C.I. (Organisation d'action contre le communisme international)

[35] Le SAC a été créé par Jacques Foccart et par Pierre Debizet en 1947. Foccart était entré dans l'entourage proche de De Gaulle dès la fin de la Guerre. Son passé de Résistant est remis en cause par diverses sources, notamment dans l'entourage proche de Foccart, selon Frédéric Charprier dans « La CIA en France ». Dans l'après-guerre, le SAC comptait environ 8.000 membres actifs, parmi lesquels des membres du service Action du SDECE. Il a été officiellement dissous en juillet 1981, à la suite de la tuerie d'Auriol : le parton du SAC local et plusieurs membres de sa famille ont été massacrés par des membres du SAC qui craignaient notamment qu'il ne donne des informations aux socialistes, en passe d'arriver au pouvoir.

[36] Sanguinetti [faisait partie avant-guerre de groupuscules d'extrême-droite](#) comme Action Française et les Camelots du Roi, un groupe royaliste. [Pendant la guerre il a été nommé administrateur des biens volés](#) aux juifs par Vichy à Tunis, avant de devenir gaulliste, de contribuer à la lutte contre l'OAS et d'être un pilier de la droite. En janvier 1966, Pompidou le nomme ministre des Anciens combattants ! Il était manifestement assez proche du conseiller de l'UDR en Corse et trafiquant Marcel Francisci, qui a été repéré par les Américains dès 1969, pour [demander à ceux qui importunaient Francisci de le laisser](#) tranquille.

[37] L'affaire Boulin est loin d'être réglée sur le plan judiciaire, même si au fil des années de plus en plus de témoins des magouilles entourant l'affaire s'expriment, que ce soit publiquement ou auprès de la fille de Robert Boulin, qui mène la bataille pour faire admettre que son père ne s'est pas suicidé dans 30 cm d'eau, mais qu'il a été assassiné. Tout montre que l'affaire a été manipulée par divers intervenants au niveau de la police, de la justice, des renseignements et du monde politique. Mais Boulin n'avait pas que l'affaire d'un terrain acheté dans le sud de la France à jouer contre lui. En 1979, quelques mois avant la mort de Boulin, son fils est impliqué dans une affaire de mœurs et entendu à la brigade des mineurs durant près de 8 heures (cf. Frédéric Charprier dans « Officines, trente ans de barbouzerie chiraquiennes »).



L'affaire est classée en 1979, mais en 1976, le fils Boulin avait déjà défendu la mise en place d'une « charte » qui réclamait la fin du délit de détournement de mineur, et un « droit de consentement sexuel » à partir de 14 ans.

[38] Pierre Goldman, un braqueur d'extrême gauche, a été tué en 1979 par le SAC, selon le témoignage de l'un des assassins, qui étaient quatre au total, tous d'extrême droite dont deux travaillaient aux RG (renseignements généraux) et un autre à DST. L'ordre aurait été donné par le patron « officiel » du SAC, Pierre Debizet.

[39] Il a pris 20 ans de travaux forcés par contumace pour « intelligence avec l'ennemi ».

[40] On peut citer par exemple Pierre Sidos, qui a pris 10 ans de travaux forcés à la Libération puis a bénéficié d'une grâce. Il a créé Jeune Nation en 1949, puis l'Œuvre française, et Occident. C'était un proche d'Otto Skorzeny, qui lui aurait fait cette dédicace en 1975 « À mon cher ami Pierre Sidos. Si les braves ne luttent plus, ce serait les lâches qui gagneraient ».

[41] Selon la fille de François de Grossouvre, interviewée par Le Figaro le 18 juin 2010, « Une seule chose, dans cette ténébreuse affaire, est certaine: la raison essentielle de la mort de notre père réside dans ses désaccords avec Mitterrand à la fin du second septennat ». Foccart et Debizet figuraient parmi les fondateurs du MIL, avec Pierre Messmer qui a été ministre des Armées et 1er ministre de juillet 1972 à mai 1974.





[42] [Le MIL, toujours actif](#), a été créé en novembre 1981 quelques mois avant la fin officielle du SAC, par des membres du SAC notamment. En 1986 le MIL s'active pour lutter contre le péril socialiste lors des élections législatives. Pasqua, Tibéri, Eric Raoult, Lucien Neuwirth, Roger Karoutchi, Jacques Godfrain (ancien ministre proche de De Gaulle) ont été membres d'honneur du MIL. Le MIL a pris position pour Chirac en 1986 puis aux présidentielles de 1995 et 2002, et ensuite pour Sarkozy en 2007, [et a propagé des slogans tels que](#) « Unité contre la gauche », « Le socialisme, c'est la décadence », « La France, aimez-la ou quittez-la » ([répété par sarko, ce qui a fait râler De Villiers](#)), « Les 35 heures, un handicap pour l'emploi » (le discours du Medef), « le tchador ou la France, il faut choisir », « Fier d'être Français », « Nicolas Sarkozy : seul capable de battre la gauche », « Sarkozyn, les valeurs françaises », ou encore en 2012 « Le combat continue contre les socialo-communistes ».

[43] Cf. « 9-2 Le clan du président », d'Hélène Constanty et Pierre-Yves Lautrou, p. 83.

[44] Fauré parle de 100 grammes par semaine, donnés au chauffeur de Chirac.

[45] [Ces accusations sont portées par Ali Bourequat](#), qui a passé avec ses deux frères dix ans dans un bagne marocain. Il y a recueilli de nombreux témoignages de divers malfrats et militaires. Ils sont confirmés par une membre de la famille Hémard, propriétaire de la distillerie Pernod, qui contacte Bourequat suite à son livre, et lui explique que chaque année en août, la famille Pernod se retrouve dans un hôtel de Genève où Françoise Hémard (l'administratrice de la holding Pernod-Ricard) distribue à tous les membres de la famille une somme importante provenant des bénéfices réalisés dans le trafic de cocaïne par Charles Pasqua et le clan Hémard. Chacun des héritiers Hémard recevait 100.000\$, et l'argent était stocké chez UBS. L'argent était donné par des italiens à [Patrick Hemard](#) (beau-frère du témoin), en tant que « royalties pour nos labos au Maroc », a-t-il déclaré. Hémard avait l'assurance d'une impunité totale par le ministre de l'Intérieur. Ce témoin a fui la France pour les Etats-Unis suite à [des menaces de la DST](#) et des autorités, après avoir fait ce témoignage, et [Bourequat l'y a rejoint, ayant obtenu l'asile politique](#) ce qui était sans précédent pour un français.

Alain Jaubert dans son livre paru en 1976, « Dossier D... comme Drogue », [retranscrit les propos de Jacqueline Hémard](#) : « Je fus mariée et vivais avec mon mari, M. Eric Hémard. Mon nom de jeune fille est Jacqueline Pilé. Mon mari était étroitement lié avec des membres influents du gouvernement français. Il était lui-même très puissant en France, politiquement et financièrement. Les dernières années, j'ai pris conscience que la famille de mon mari était impliquée dans le trafic de drogue. La famille Hémard a contribué à mettre en place des installations de transformation de la cocaïne au Maroc. Le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, et le roi du Maroc, aussi bien que la famille de mon mari, étaient impliqués dans la mise en place de laboratoires ». Un business qui aurait commencé dès 1962, jusque dans les années 80.



[46] En 2004, deux chercheurs spécialisés dans les réseaux de trafic de drogue [écrivait dans la revue Politique Africaine](#): « Non seulement 90% du haschisch consommé en Espagne et en France provient de la région du Rif, mais les trafiquants utilisent leurs réseaux pour acheminer en Europe des drogues dures comme la cocaïne et y blanchir leurs profits ».

[47] Jean Venturi était le frère de Dominique Venturi, pilier du milieu corse de Marseille et de la french connection. D'après le livre « D comme Drogue » d'Alain Jaubert, paru en 1978, « Jean Venturi assure l'acheminement de la drogue vers le Canada et le rapatriement des capitaux vers la Suisse ou la France. Il est au même moment représentant au Canada du Pastis Ricard. Le directeur commercial chargé des exportations chez Ricard est Charles Pasqua, un des fondateurs du SAC., grand recruteur de truands et de barbouzes. Au moment où Pasqua a Venturi sous ses ordres, il ne peut absolument pas ignorer les activités de son représentant, puisqu'elles ont fait l'objet d'une fiche du FBI publiée aux Etats-Unis, qu'il y a à Marseille un copieux dossier de police consacré aux frères Venturi et que le nom de Venturi ne peut à l'époque, en aucune façon, être ignoré du moindre directeur commercial de la région marseillaise ».

[48] L'affaire a fait un petit scandale diplomatique et Ciusack a été viré.

[49] Selon Fauré, le roi Hassan II a mis un frein à cela, mettant pas mal de monde en prison, renvoyant « son propre frère qui a violé six enfants et qui les avait fait tuer à Rabbat, il l'a viré du Maroc et il s'est installé en Belgique ».

[50] [Même BFM le dit, dans un article du 27 / 12 / 2018](#) : « Depuis qu'il a dû cesser ses activités élyséennes, devant le scandale suscité par les coups portés à un homme en marge d'une manifestation le 1er mai dernier à Paris puis ses mises en examen, Alexandre Benalla navigue dans le milieu des intermédiaires ».

[51] « Fiché par la police au début des années 1980, mais jamais poursuivi, celui qui s'appelait encore Ahmed Djouhri est alors perçu comme un caïd de la banlieue nord. Il survit à une tentative de meurtre en 1986. Après s'être lancé dans plusieurs entreprises commerciales, dont l'une de prêt-à-porter avec Anthony Delon, le fils de l'acteur Alain Delon, il s'impose comme un intermédiaire incontournable et se rapproche de plusieurs grands patrons français, dont Henri Proglio (Veolia) », [selon France 24, qui a produit un webdoc sur « la rivalité »](#) entre Djouhri et un autre intermédiaire de gros contrats, Ziad Takieddine.



[52] Selon France 24, « Après avoir gravité dans les réseaux de l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, il devient à partir des années 1990 l'intime de plusieurs personnalités politiques de la droite, dont Dominique de Villepin, alors le plus proche collaborateur du président Jacques Chirac ». Selon France Info, [c'est via une bande de Corses que Djouhri entre dans l'orbite de Pasqua](#) : « Après avoir fréquenté le grand banditisme dans les années 80, il écume les boîtes de nuit branchées de la capitale où il côtoie des stars du showbiz, des diplomates et des policiers. Il se lie notamment avec des Corses proches de Charles Pasqua qui lui font mettre un pied dans le monde de la politique »

[53] Il dénonçait des protocoles secrets du Traité de l'Atlantique Nord, qui attaquaient gravement la souveraineté nationale, notamment certains qui visaient à empêcher l'arrivée au pouvoir des communistes. D'autres de ces protocoles imposaient apparemment de créer une organisation clandestine anti communiste, ou encore interdisaient toute poursuites contre des personnages d'extrême droite jugés utiles à la politique voulue par l'OTAN.

[54] Cf. « Les plus sombres histoires de l'histoire de Belgique: Secrets et anecdotes » de Alain Libert.

<http://dondevamos.canalblog.com/>

Vous pouvez partager ce texte à condition d'en respecter l'intégralité et de citer la source et le site: <http://www.elishean.fr/>

Copyright les Hathor © Elishean/2009-2019/ Elishean mag

Source : <http://www.elishean.fr/magouilles-et-corruption-des-elites-partie-3-recyclage-des-nazis-et-collabos-dans-les-nouvelles-structures/>